

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

aujourd'hui : **DANS LES CANTINES D'ENTREPRISE** page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

19

MARS

1976

N° 139

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Tornade Monétaire

CONTRE L'AUSTÉ- RITE, DEVELOP- PONS NOS LUTTES

La sortie du Franc du serpent monétaire européen, loin d'enrayer la vague spéculative et d'entraîner un retour à la normale, semble avoir donné le signal d'une véritable débandade monétaire. Le Franc belge et le Florin, qui flotent maintenant au plus bas dans le serpent, se trouvent confrontés au même choix que le Franc la semaine dernière : rester dans le serpent au prix d'une hémorragie de devises ou d'une dévaluation, ou quitter à leur tour le serpent. Quant aux monnaies qui comme le Franc, la Lire italienne ou la Livre anglaise l'ont déjà quitté, elles continuent de flotter à la baisse. Si la Lire était hier particulièrement en chute, le Franc est déprécié de plus de 5% par rapport à son cours de la semaine dernière.

Derrière cette tornade monétaire, et les réajustements qu'elle annonce, se profile assez clairement la réalité des rapports de force que le gouvernement Giscard-Chirac tente régulièrement d'escamoter. Loin d'être le fruit d'une vague spéculative un peu mystérieuse, venue d'on ne sait où, la dévaluation du Franc, camouflée grossièrement par sa flottaison, ne fait que refléter assez crûment les rapports de force entre les différents pays capitalistes européens et particulièrement la position dominante acquise par l'impérialisme allemand. La dévaluation de fait du Franc ne fait que sanctionner la faiblesse de l'économie française peu concurrent avec ses rivaux du marché com-

mun, ce qui détermine le déficit du commerce extérieur. Le marché commun, la coopération franco-allemande, présentés par Giscard comme s'effectuant sur un pied d'égalité, fonctionnent aujourd'hui avec la logique implacable de la concurrence capitaliste.

Mais il ne faut pas s'y tromper, au delà des réajustements monétaires que les principaux pays capitalistes vont consentir, replaçant jusqu'à la prochaine tornade le système en vigueur, chaque impérialisme, et particulièrement l'impérialisme français sait qu'un éventuel redressement ne peut être conquis que par une politique d'austérité contre les masses populaires. Et c'est ce à quoi il se prépare. Au nom de la lutte contre l'inflation, on voudra nous imposer des amputations supplémentaires à notre pouvoir d'achat, et un travail plus intensifié et plus exténuant. A Peugeot, à Béghin, à la Lainière... les travailleurs ont pris les devants. Le renouveau des luttes apparu cette semaine est la seule riposte appropriée à cette politique d'austérité. La profonde faiblesse manifestée par l'impérialisme français, le désarroi et la contradiction de la classe politique bourgeoise, ne peuvent qu'encourager les travailleurs à porter des coups à ce régime incapable de solutionner les contradictions qu'il engendre, à lutter pour l'instauration d'une autre société, où notre économie ne sera pas soumise aux lois de la concurrence capitaliste, mais fonctionnera pour l'intérêt des masses populaires.

cadences, licenciements, salaires

LA RIPOSTE OUVRIÈRE



● PEUGEOT (Mandeure) : **contre les cadences.**

● RHONE-POULENC-TEXTILE : **contre les licenciements.**

● BOURGOGNE ELECTRONIQUE : **pour les salaires.**

● KLEBER COLOMBES : **pour les salaires.**

● BEGHIN SAY : **contre les licenciements.**

voir nos informations p. 4 et 5.

Mitterrand à l'ambassade US

Le rendez-vous était pris depuis longtemps assuré Mitterrand, comme pour justifier son déjeuné avec l'ambassadeur US. Cela ne justifie rien du tout ! Depuis des mois et des mois, l'impérialisme US renforce ses pressions sur les pays européens, particulièrement sur notre pays. Récemment Haig, Kissinger et Ford ont de manière convergente annoncé leur opposition à une participation du P.C.F. au prochain gouvernement. Pression intolérable, menaces manifestes, qui ne visent pas tant le P.C.F., que toute transformation politique défavorable aux USA dans notre pays, c'est-à-dire au premier lieu le développement de luttes révolutionnaires.

Mais il en faut plus que cela pour couper l'appétit à M. Mitterrand. Déjà lors d'une conférence européenne des partis socialistes visitée par Kissinger, Mitterrand avait multiplié les arguments pour convaincre ses interlocuteurs (socialistes) et américains, que la participation du P.C.F. au gouvernement influerait peu sur sa politique. C'est

Suite page 3

SOMMAIRE

- Nanterre: coordination nationale des facultés en grève -p.6
- Sahara occidental: Le drapeau du Front flotte à Amgalla. -p.12
- de la lutte des «Reos» -p.8
- Fougères: suite de notre enquête: Questions autour

Le Havre les travailleurs du livre occupent le France



ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(16) CE QU'ON NOUS FAIT MANGER AU TRAVAIL

Les restaurants d'entreprise

La restauration collective d'entreprise aura délivré en 1975, environ 670 millions de repas pendant ses 234 jours de fonctionnement. Elle représente après la restauration privée et scolaire, la forme la plus importante de restauration collective. (18 à 20% du marché).

La croissance de ce secteur aura été très vive : 370 millions de repas en 1965, 490 en 1969, 670 en 1975, soit environ une augmentation globale de 69 % en dix ans.

La France compte 9300 restaurants d'entreprises et d'administrations.

UN DÉVELOPPEMENT LIÉ AUX NÉCESSITÉS CAPITALISTES

Dans la plupart des usines le temps est fini où les ouvriers pouvaient retourner chez eux pour déjeuner, cassant ainsi la journée de travail par un moment de détente. L'urbanisation capitaliste a jeté les ouvriers loin de leur lieu de travail, allongeant considérablement leur

temps de transports. Dans ces conditions, il n'y avait que la solution de créer des cantines d'usine. Pour les travailleurs, il n'y avait pas le choix, pour le patron, il n'y avait que des avantages : réduire ou limiter au maximum le temps de pause à midi, pouvoir éluder la question des transports, sous prétexte du «de toute façon, vous pouvez manger sur place». Et la journée de travail paraît moins longue avec seulement une demi-heure ou trois quarts d'heure pour manger ! De plus, si les ouvriers vont à tour de rôle déjeuner, certains ateliers pourront continuer à tourner. Autant de gagné pour l'intensification du travail, pour le profit !

DES CANTINES QUI COÛTENT CHER AUX TRAVAILLEURS

Si la cantine a été une bonne affaire pour les patrons, qui du reste évitent pour leur part, en général d'y manger, il en va tout autrement pour les travailleurs. La cantine, ils la

payent, et souvent cher ! Et ce n'est pas les berceuses qu'on leur fredonne au sujet des efforts faits pour les Comités d'entreprises qui peuvent masquer cette réalité ! Dans la plupart des entreprises, le ticket de réfectoire a subi une hausse importante, ces dernières années. Pour donner l'illusion du bon marché, les menus sont souvent proposés avec la formule «self-service» : on paye séparément l'entrée, le plat, le fromage, la boisson, quand ce n'est pas le pain ! Fausse impression de liberté de choix que cela, car beaucoup de travailleurs se restreignent malgré leur appétit. Et ce n'est pas le décor, qui peut faire oublier la diminution de la taille des assiettes et le prix du repas !

Beaucoup d'ouvriers, d'O.S. en particulier, ne vont même pas à la cantine, et mangent sur leurs machines, comme les ouvriers marocains de Chausson Gennevilliers. Paradoxe, que la survie de ces «gamelles», que les restaurants d'en-

treprises devaient pourtant renvoyer au musée du passé !

QUAND IL FAUT MANGER VITE

Quand on laisse une demi-heure pour manger, que le réfectoire est à l'autre bout de l'usine ou qu'il faut attendre l'ascenseur pour s'y rendre, qu'il faut faire souvent une queue assez longue, il ne reste souvent qu'un quart d'heure pour «descendre son repas au lance-pierre». Sur le plan de la digestion, il n'y a pourtant rien de plus mauvais que de manger dans ces conditions ! D'autant que la qualité et l'équilibre alimentaire des repas servis, laissent à désirer. En général, le but visé est de faire du «bourratif». Les cantines d'entreprises consomment plus de patates, de pâtes alimentaires que la moyenne. Le beurre est souvent remplacé par de la margarine, les huiles supérieures par de l'huile de table. Pour arriver au moindre coût, c'est sou-

vent la dernière qualité qui est achetée dans des marchés de gros. Le vin ou la bière y sont de mauvaise qualité sauf quand on peut payer plus cher, hausse camouflée des prix.

La composition des repas est mal conçue la plupart du temps : éternelles pommes à l'huile ou sardines qui apportent trop de corps gras, riz, nouilles ou lentilles, steak haché ou jambon, plats noyés dans la sauce.

Depuis quelques années un véritable réseau capitaliste s'est emparé de ce marché, pour le rationaliser et en tirer profit. Il joue au niveau des équipements de cantines, des fournitures alimentaires, de la gestion même des restaurants. Ainsi on peut voir dans les publicités de leurs revues spécialisées, fleurir les trouvailles pour tromper son monde : «New Steak», nouveau steak haché... de dindonneau ! Il coûtera moins cher et fera excellent effet. Des firmes spécialisées comme Borel, de triste renom, PLM, filiale de

Rotschild, etc... se sont emparées du marché, exploitant féroce leurs employés, trichant sur qualité et quantité, se permettant de faire ce que ne pouvaient pas faire les gestionnaires réformistes ou révisionnistes des Comités d'entreprises sous peine de perdre les élections et le crédit des travailleurs. Crainte qui les a aidés à passer la main à Borel ou autres !

Les travailleurs des cantines d'entreprises ne sont pas à mettre en cause, dans cette dégradation. Mal payés, dotés de mauvaises conditions de travail, ils cherchent en général à faire le mieux avec le peu de moyens qu'ils ont pour confectionner les repas.

Et une réelle solidarité commence à se tisser entre eux et les travailleurs qui fréquentent les cantines ; ils prennent souvent l'initiative de prévenir les ouvriers des plats de mauvaise qualité, de prévoir des actions, comme en témoigne l'interview qui suit.

Borel - Kelton

UNE NOUVELLE FAÇON DE LUTTER

INTERVIEW D'UN TRAVAILLEUR DE LA CANTINE BOREL A L'USINE KELTON DE BESANÇON

Quotidien du Peuple : Comment est organisée la cantine pour les ouvrières de Kelton ?

R. : Depuis un an et demi, Kelton a confié la gestion du restaurant à la maison Borel, ou plus exactement à sa filiale (SORETEF) de l'est de la France. Nous sommes trente trois personnes pour servir 2000 repas environ.

Nous avons lutté sur la division instaurée entre les employés dépendant de Borel et ceux qui dépendaient encore de Kelton : on demandait l'égalité de salaire. Notre lutte portait aussi sur les conditions de travail incroyables ; matériel vétuste, pas de sécurité, conditions dont souffraient autant les cuisiniers que les ouvriers de Kelton.

QdP : Que fait-on manger aux travailleurs, et à quel prix ?

R. : En général, on trouve que c'est très cher (bien qu'acheté à prix de gros) et la plupart du temps de mauvaise qualité. Un repas normal revient à 8 F environ et sans excès ; il faut dire que le patron ne débourse rien. On se bat justement là-dessus, les ouvrières et nous : nous demandions le repas à 5 F. Tout le monde était d'accord.

Il faut voir que la viande est de 3ème choix et qu'il y en a vraiment peu, presque tout est surgelé ou en conserve : poulets, poisson aggloméré, épinards, frites. Cette semaine, il y a eu des pommes vapeur qu'on a épluchées, mais il fallait voir comme elles étaient : toutes molles,



Quant à la purée, évidemment, c'est des flocons.

QdP : Que pensent les travailleurs de la qualité ?

Beaucoup trouvent ça très mauvais, et nous ne faisons rien pour leur faire croire le contraire.

Il y a peu de variété dans les menus. Les restes de viande, congelés pendant un mois environ, servent à faire du hachis parmentier. Alors là, on conseille aux travailleurs de ne pas en prendre !

De façon générale, quand il y a des restes, c'est pour le lendemain. Le pain est réchauffé, le café est tellement dilué qu'il n'a plus de goût ; dans le chocolat, il y a plus d'eau que de lait, et ainsi de suite.

Tout cela est servi dans de la vaisselle pas très propre, car la machine à laver est défectueuse. De façon générale, on n'a pas assez de moyens pour faire de la bonne cuisine.

QdP : N'y a-t-il pas de réactions ? et les contrôles ?

Quand on a proposé le boycott trois fois cette année (et une fois avant) ; on a été suivis à 80 ou 90%.

Pour les contrôles, il a fallu qu'on fasse venir un vétérinaire, et il y a les rapports du CHS de temps en temps.

Un jour, le grill qui était presque mort a cramé. Il a fallu qu'on se révolte : la direction voulait servir les poulets qui étaient calcinés. Il n'y a pas de contrôle sur la valeur nutritive, on garde seulement des échantillons en cas d'intoxication collective.

QdP : A ces prix et cette qualité-là, tout le monde mange-t-il à la cantine ?

Tu sais, ils n'ont pas tellement le choix, comme nous avons 45 minutes pour manger, à moins d'habiter tout près, on n'a pas le temps de

rentrer chez soi puisque la majorité des travailleurs habitent assez loin et viennent en car. Quelques uns amènent le casse-croûte et nombreuses sont les filles qui ne prennent que deux ou trois choses (un yaourt ou un fruit) et préfèrent aller se reposer plutôt que de faire la queue, chercher une place pour s'asseoir. Car il faut pousser les autres pour avoir sa place. Surtout quand il fait beau, il y a beaucoup de filles qui vont manger sur l'herbe. Mais l'aspect financier compte aussi : en général, ce sont les décolleteurs ou les mécaniciens qui prennent des repas complets ; ce sont les hommes qui ont le plus faim, mais aussi qui sont les mieux payés.

Pour la qualité, il faut aussi parler de la présentation qui est trompeuse ; par exemple les yaourts qui ont des beaux pots avec des dessins et des jeux et contiennent des colorants genre E 123 qui imitent la fraise ou autres. Ou bien,

c'est la simple entrecôte avec une pincée d'herbes qu'on vend 6 F comme plat spécial. A ce prix-là, on ne peut guère acheter autre chose.

QdP : Et les horaires ?

Il y a encore un casse-croûte le matin : cinq minutes pour venir, cinq minutes pour repartir, il ne reste pas grand chose. La cantine est ouverte de 8 heures et demi à 9 heures et demi. Il y a des filles qui doivent venir à 9 heures et revenir pour le repas deux heures et demi plus tard.

QdP : Qu'est-ce qui a changé depuis votre lutte ?

Pour nous, il y a eu quelques améliorations dans les conditions de travail, une réorganisation qui s'est traduite par une augmentation de notre salaire de 90 à 150 F, ça nous fait quand même moins de 1 700 F net. Dernièrement on s'est aperçu qu'un camarade avait une paye de 1 200 F. Il est payé à l'heure et on lui retire des heures, ça dure depuis un an. Il y a aussi les départs, la direction en profite pour embaucher des vacataires qui ont des contrats de 15 jours renouvela-

bles, qui sont payés 82,50 F par jour sur la base de 20 jours réels par mois. Leur but doit être de diminuer les effectifs permanents pour éviter des élections de délégués du personnel. On a contacté l'inspecteur du travail à ce sujet. Mais il y a des manœuvres là-dessous, dans toute la filiale de Borel de l'est, pour empêcher les travailleurs d'avoir des délégués.

A part cela, ils ont amélioré, disent-ils, la salle à défaut du contenu : le directeur Gaudot est venu en personne pour conseiller les peintres sur les couleurs ; toutes les couleurs en dégradé et des murets en briques au milieu des tables. Ça doit être pour nous empêcher de faire des AG dans la salle comme avant, ils vont pas tarder à sauter leurs murets !

Tout ça, ne lui coûte pas trop cher, ça rentre les frais généraux et ça ne change pas la bouffe !

De plus, ils ont décrété qu'à partir de maintenant, toute hausse de nos salaires serait immédiatement répercutée par une hausse de même pourcentage sur les plats ; c'est un moyen de nous diviser.

Steack :	3,00 F
Saucisse :	2,40 F
Poisson pané :	2,40 F
Jambon «fumé» :	3,50 F
Hors d'œuvre :	de 0,80 F à 1 F
Bière :	1 F
Vin 25 cl :	0,90 F
Jus de fruit :	0,80 F (25 cl)
Pain, la tranche :	0,10 F
Légumes :	0,80 F
Avec un dessert, un repas (léger) coûte près de 8 F à l'ouvrier, m's combien au patron ?	

POLITIQUE

Elections aux Conseils Généraux

LE PCF PIÉGÉ

Mercredi a encore été une mauvaise journée pour le PCF. Certes, il est maintenant à la tête de trois conseils généraux au lieu d'un auparavant, mais il en espérait quatre. Celui des Pyrénées Orientales lui fait défaut par suite de la défection de plusieurs conseillers généraux PS et MRG. Cette nouvelle mésaventure de l'union de la gauche nous vaut un éditorial de Salini dans «L'Humanité» de jeudi. L'éditorialiste se plaint : pas une voix du PCF n'a manqué aux candidats socialistes, mais «des suffrages socialistes nous ont fait défaut là où il était salutaire, décent, nécessaire d'appliquer les règles de la représentation proportionnelle».

Et Salini déplore le manque de loyauté du PS.

Dans les Bouches-du-Rhône, les socialistes majoritaires ont effectivement refusé aux élus du PCF une représentation proportionnelle dans le bureau du conseil général. Pis encore dans les Pyrénées Orientales, deux socialistes se sont portés malades au moment de l'élection, un socialiste et un radical de gauche ont voté pour un candidat soutenu par les partis

de droite finalement élu au bénéfice de l'âge en ayant obtenu 11 voix comme son adversaire PCF.

L'attachement du PCF aux sinécures électorales ne suffit pas à expliquer sa colère et son inquiétude.

Il lui faut rassurer ses militants et tous ceux qui croient encore que, malgré tout, la voie du socialisme passe par l'alliance PS-PCF. L'attitude du PS les fait s'interroger : «Serons-nous piégés, ce qui se passe actuellement ne préfigure-t-il pas ce qui se passera quand les partis de gauche auront remporté les élections législatives?»

Toutes ces pantalonades cantonales jettent un discrédit certain sur l'union de la gauche. Le PCF n'ayant rien à lui opposer s'efforce alors de ramener la confiance de ses troupes, en appelant à le rejoindre pour obliger le PS à appliquer les accords, arguments déjà mis en avant l'an dernier.

Mais en fin de compte, il est toujours contraint de faire des concessions au PS, car il n'a pas d'autre proposition que l'Union de la gauche.

Serge LIVET

APRES LA DECOTE DU FRANC CELLE DE GISCARD

«Le Figaro» publiait hier son «baromètre» mensuel, sondage réalisé par la Sofres sur l'opinion des Français sur les partis politiques, les politiciens, et le Président de la République. De tels sondages (parce qu'ils ne posent que certaines questions bien choisies et qu'ils les posent d'une certaine façon) ne traduisent pas le point de vue des masses sur la situation politique. Ils donnent cependant certaines indications. Le fait le plus marquant du dernier baromètre est la forte baisse de la cote de Giscard, plus sensible encore que celle du Franc : il perd six points

de 56 à 50 %. Toutes les personnalités du gouvernement, excepté Fourcade sont également en recul, ainsi que les partis qui forment la coalition gouvernementale. Pour autant, l'opposition n'en profite pas. La désaffection vis-à-vis du gouvernement actuel ne s'accompagne pas d'un regain d'intérêt pour la gauche. C'est un nouvel indice de la crise qui touche le gouvernement et également son «opposition».

La perte de crédibilité de Giscard, indiquée par le sondage, est ressentie jusque dans les formations

politiques qui le soutiennent. Au lendemain de l'échec des cantonales, la majorité a révélé son désarroi. Des critiques se sont élevées contre Giscard, accusé de ne pas gouverner assez fermement, de faire trop de réformes ou pas assez, de ne pas avoir de projet politique... Confronté à la crise, le gouvernement est hésitant et il apparaît nettement incapable même auprès de son électorat de faire face à la situation. Le réformisme giscardien n'a pas empêché la montée des luttes et leur radicalisation. L'emploi de la violence répressive n'est

qu'un des signes de son échec, de son incapacité à tromper les masses.

Sans projet politique de rechange, réduit à pratiquer un pilotage à vue qui le mène d'écueil en écueil, et une politique de «petits messieurs» : M. Travail Manuel, M. Qualité de la vie, et bien d'autres... ce gouvernement ne réussit même pas à avoir la cote de ses électeurs. Jamais depuis 58, un gouvernement n'est apparu aussi incapable de «tenir la barre», c'est une situation favorable à l'aboutissement de nos luttes.

S.L.

LE BAROMETRE «FIGARO-SOFRES» (extraits)

Question : Quand vous regardez la manière dont évoluent la France et les Français, avez-vous l'impression que les choses vont en s'améliorant ou au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal ?

Réponse : Les choses vont en s'améliorant :

Mars 17 % - Février 21 %

Elles ont tendance à aller plus mal :

Mars 51 % - Février 47 %

Question : Si une crise comparable à celle de mai 68 se produisait pensez-vous que M. Giscard d'Estaing serait capable d'y faire face ?

OUI mars 50 % - fév. 56 %

NON mars 31 % - fév. 27 %



Sondage en direct pour Chirac à Orléans...

suite de la une

sans doute ce qu'il est allé répéter à l'ambassade US avec à l'appui les succès du PS dans les urnes de dimanche dernier. Chirac subitement vertueux, vient s'indigner de cette visite ! Il est particulièrement mal placé alors qu'on ne l'a pas entendu quand les Marines US venaient s'entraîner en France.

Les travailleurs ne peuvent que s'opposer à cette nouvelle manœuvre d'ingérence dans nos affaires intérieures. En même temps que s'aiguise la rivalité des USA et de l'URSS, au fur et à mesure que progresse la crise politique dans notre pays, les pressions US et soviétiques se font de plus en plus vives. (Souslov ne vient-il pas de rappeler sévèrement à l'ordre les PC) ouest-européens - voir page 7).

C'est aux travailleurs de s'opposer à toute politique de faiblesse à l'égard des deux superpuissances.

• Deux gangsters ont été pris par la police dans... les locaux du ministère des finances. De toute façon, ils étaient très déçus, ce n'était pas là que se trouvait l'argent que Fourcade nous extorque...

30^e congrès de la F.N.S.E.A. DEBATISSE COMPLICE DU POUVOIR

La F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) voilà un syndicat comme les aime le gouvernement. Non seulement il finit toujours par accepter la baisse des revenus des paysans mais encore il en rajoute sur le respect de l'ordre établi. Hier pour la deuxième journée de son trentième congrès, la F.N.S.E.A. recevait Bonnet le ministre de l'agriculture qui sait qu'il peut compter sur les dirigeants de cette organisation pour l'aider à faire passer sa politique de ruine de la petite paysannerie.

Evidemment ce congrès ne pouvait se dérouler sans qu'il soit tenu compte des deux paysans assassinés par la police libérale avancée : Michel Boyé et Emile Poytes. Les dirigeants ont donc fait annuler les fêtes prévues pour le trentième anniversaire de l'organisation et fait observer une minute de silence. Ce double assassinat a suscité la colère des paysans, les dirigeants de la F.N.S.E.A. qui prétendent les représenter, ont dû en tenir compte.

Mais par la suite ils ont clairement montré de quel côté ils se situaient. Guillaume secrétaire général de la FNSEA, rappelait que la FNSEA «entend rester dans le cadre de la

légalité et ne cesse de répéter à ses militants que les manifestations doivent se montrer respectueuses des personnes, des biens et des lois...». Déclaration complétée par Debatisse «Le type d'action mené à Montredon n'est pas tolérable» et par Guizard représentant de l'Hérault dénonçant nommément les dirigeants viticoles. Au moment où il entame le processus de répression, l'interrogatoire par la police des viticulteurs qui avaient participé à la manifestation de Montredon, le gouvernement n'en demandait pas tant. Cette condamnation de la riposte violente des paysans manifestant pour leur survie n'est pas fortuite. Le mécontentement n'a jamais été aussi fort dans

la paysannerie, ces dernières années le revenu des paysans a très nettement diminué, et malgré les promesses du gouvernement il en sera de même cette année. Le fossé s'élargit entre les gros paysans qui se retrouvent à la tête de la FNSEA et la masse des petits paysans. L'opposition aux véritables responsables de leur ruine : le gouvernement, les gros paysans, les trusts agro-alimentaires, le marché commun agricole s'approfondit, l'unité ouvriers paysans progresse. Les dirigeants de la FNSEA tentent comme ils peuvent d'endiguer la progression de ces idées, ils ne pourront longtemps tromper les paysans.

S.L.

• Roland Agret, qui avait été condamné en 73 pour meurtre à 14 ans de réclusion a entamé une deuxième grève de la faim pour exiger la révision de son procès. Roland Agret a toujours proclamé son innocence, et a de bonnes raisons de penser qu'on a fait de lui le coupable rêvé dans une affaire qui pourrait compromettre des personnalités importantes.

• Dix viticulteurs des environs de Carcassonne ont été interrogés par la police sur leur participation à la manifestation de Montredon. Devant la mobilisation de l'ensemble des viticulteurs du midi, le pouvoir n'ose pas s'attaquer aux dirigeants, il commence donc par tenter d'intimider à la base, avant de frapper plus fort et plus haut.

SPORTS

St Etienne - Kiev «On a gagné ?»



Une fois de plus ce match a confirmé la règle du jeu en Coupe d'Europe ; attaquer à domicile, défendre à l'extérieur. A ce jeu là, St Etienne a été plus fort : battu 2-0 à Kiev, les Stéphanois ont gagné 3-0 à Guichard. Ce but d'écart s'il a été obtenu sur le terrain, il n'en demeure pas moins que comme le dit Rocher, président de l'ASSE. «L'ambiance et le public du stade Guichard, ça vaut un but d'avance». Pendant une semaine, presse, radio, télé n'ont pas cessé d'expliquer le rôle primordial que le public stéphanois devait jouer dans cette rencontre et il n'est pas étonnant que dans ce contexte mercredi soir, il n'y avait pas onze Stéphanois contre onze Ukrainiens, mais contre ces derniers 40 000 «supporters» criant à pleine poitrine «allez les verts» et sifflant les joueurs soviétiques. Les spectateurs ont pu crier «on a gagné», car ils ont pris une part active à la vic-

toire et pour les remercier pourquoi les dirigeants de St Etienne ne rembourseraient-ils pas leur place aux «supporters» ? A ce qu'on sache, les onze autres joueurs de l'ASSE vont toucher une prime de près d'un million chacun. Or le prix de place n'était que de 50 à 100 F ! Mais il est vrai qu'un club de football c'est comme une entreprise disait Rocher et pour lui, patron de football et d'entreprises de travaux publics, ce qui compte c'est le profit et cette victoire c'est la perspective d'une nouvelle recette de 250 M comme mercredi soir. Le plaisir que nous avons pu prendre à regarder ce match et même à vibrer aux exploits des joueurs nous donne un petit aperçu de ce que pourrait être véritablement le sport dans une société socialiste où notre devise sera «amitié d'abord, compétition ensuite».

Alain DESAVE

LUTTES OUVRIÈRES

PEUGEOT : LES TRAVAILLEURS DE MANDEURE A LA RECHERCHE DE PERSPECTIVES...

Il y a, c'est indéniable, une grande volonté de lutte chez les travailleurs de Peugeot-cycle à Mandeure. On l'a vu, lundi dernier, où, les grilles et portières une fois ouvertes pour permettre de soi-disant « négociations », pratiquement personne n'est rentré. On l'a vu également lors du vote de mardi, qui donnait plus de 70 % pour continuer l'occupation.

Mais pour arracher la victoire, il ne suffit pas de cesser le travail. Encore faut-il que, lorsque l'occupation est décidée par exemple, la masse des ouvriers en grève y participe activement, pour renforcer la cohésion, prendre les affaires en mains et déjouer les manœuvres et provocations, d'où qu'elles viennent.

Et le problème est posé d'établir des contacts étroits avec les autres usines du trust Peugeot et porter ainsi la grève à un niveau supérieur, c'est multiplier les chances de succès !

LES CADRES FASCISTES ATTAQUENT UN PIQUET DE GRÈVE

Vers 8 heures jeudi matin, un commando d'une centaine de cadres et agents de maîtrises, après s'être réunis au « cercle » (quartier général de la direction) a attaqué le piquet d'occupation à une portière secondaire qui devait être moins bien gardée. Ils sont rentrés dans l'usine de Beaulieu en cassant des carreaux et en frappant les travailleurs à coups de bouteilles et de matraques.

Aussitôt, des voitures

sonnent vers Mandeure, Valentigney et Aundincourt prévenir les travailleurs et les appeler à venir devant l'usine ! Une heure plus tard, plusieurs centaines de gars sont là. Un dirigeant syndical fera une longue prise de parole confuse dans laquelle tout en dénonçant les méthodes fascistes de Peugeot, il appellera les gars à « éviter les provocations ».

Beaucoup de gars sont déçus : « C'est pour ça qu'on nous a fait venir ? » D'autres s'interrogent : « Que faut-il faire ? Les vider de l'usine ? » « Oui, mais il faudra se battre. N'est-ce pas justement tomber dans la provocation ? », pensent certains.

Ces interrogations persistent... Pour faire céder le lion Peugeot, faire reculer ses milices fascistes, les mots ne suffisent pas !

QUESTIONS SUR L'ORIENTATION DE LA LUTTE

La lutte même, le rôle que jouent les syndicats et le P«C»F, suscitent des questions. Un militant explique : « L'orientation de la direction CGT (où les gars du PCF sont majoritaires) est souvent remise en cause. L'autre jour par exemple, le vote qui a été organisé, c'était parce qu'il y avait des flottements pour



savoir s'il fallait continuer l'occupation ou rentrer dans l'usine pour continuer la lutte... sous d'autres formes ».

Beaucoup de militants, de délégués CGT, font leur boulot. Ils se dépensent pour la grève. Mais il y a un sentiment de doute

chez de nombreux travailleurs qui se disent : « Ça ne tourne pas rond. Il y a des choses anormales dans le syndicat » et qui cherchent à comprendre.

Ces doutes sont bien sûr à mettre en relation avec la propagande du P«C»F sur les cantonales : présenter les conseils régionaux comme la panacée qui va tout apporter aux travailleurs (alors que bon nombre d'entre eux ignoraient même jusqu'à son

mouvements de lutte du peuple, contre le pouvoir et tout particulièrement le début d'offensive de la classe ouvrière, a un important retentissement ici.

Une discussion animée là-dessus s'engage dans un café. « A mon avis, on va vers un genre de Mai 68, peut être en moins important », dit un jeune militant syndical. Un vieil ouvrier est perplexe : « Il faut bien se battre si l'on ne veut pas se laisser écraser par les patrons, mais sur quoi on va déboucher ? »

« C'est vrai, enchaîne un autre, tout le monde en a ras-le-bol, c'est pour ça que les grèves se multiplient depuis quelque temps. Mais 68, je veux bien, et plus s'il le faut ! Mais pas si c'est pour retomber dans la même situation 6 mois après ».

C'est l'espoir en même temps qu'une certaine inquiétude, c'est la recherche de perspectives claires et de garanties sérieuses qui s'expriment ainsi dans cette discussion. Assurément, le « Programme Commun » n'apparaît pas comme le moyen de « ne pas retomber comme avant ». Pour tout dire, il n'y est même pas fait allusion une seule fois !

A LA RECHERCHE DE PERSPECTIVES

A Mandeure, incontestablement, les différents

Gérard PRIVAT

CHEMINOTS, METALLOS... VERS DES LUTTES COMMUNES POUR LES SALAIRES ?

Les roulants CGT et CFDT ont observé un mouvement de grève (qui prend fin ce midi). Le dépôt de Lille a été affecté majoritairement, ainsi que les dépôts parisiens (sauf Montparnasse où l'action a été minoritaire). Sur les grandes lignes, le mouvement a entraîné la suppression de 4 trains sur trois : en banlieue parisienne, un train sur deux sur Paris Est, un sur trois en moyenne et sur Austerlitz, un sur quatre !

Cette grève est un coupe-feu mis en place par la CGT et la CFDT contre la démagogie commune à la SNCF et à la FGAAC (Fédération Autonome). Il s'agit de s'opposer à la création d'un échelon T 5 supplémentaire. Ce système accroît la division et l'écart salarial. Il mettrait les « barons du rail », les « voraces » (parce qu'ils dévorent les primes avec les kilomètres !) sur un niveau qui devrait en inciter encore plus à collaborer avec la SNCF et tirer les trains les jours où les autres cheminots voudront lutter.

Le 22 mars, par contre, un rassemblement aura lieu, avec tous les sédentaires, rue d'Amsterdam, à Paris, pour « la revalorisation du métier de cheminot », c'est-à-dire (entre autre) l'octroi de points supplémentaires à toutes les échelles et pour les 2 000 F minimum.

Si la CGT et la CFDT refusent de signer cette convention, ce qui est une bonne chose, il n'en reste pas moins qu'elles en restent sur le ter-

rain de la négociation : « il s'agit maintenant d'engager de véritables négociations » (V.O. du 17/3/76).

Obtenir 2 000 F minimum, 300 F d'augmentation pour tous par de « véritables négociations » ? Oui, mais est-ce possible avec les formes d'action proposées par les directions syndicales : grèves de 24 h., journées d'action sans lendemain ?

Non, aujourd'hui, il existe des possibilités d'imposer un rapport de force pour la satisfaction de nos revendications : nous, postiers, cheminots, gaziers, ... n'avons pas les moyens de bloquer, tous ensemble l'Etat patron, pour l'obliger à céder ? Et cette aspiration qui se manifeste, que ce soit dans les centres de tri, dans les dépôts... à lier notre lutte à celle de la classe ouvrière ne doit pas rester un vain mot ! Nous donner les moyens, tous ensemble, pour bloquer l'Etat patron, lier notre lutte aux côtés des ouvriers de Rhône-Poulenc, Bourgogne-électrique, Mi-

chelin..., voilà ce qui fera reculer le gouvernement sur nos revendications salariales.

Il est censé sanctionner un rapport de force contre les accords 76.

Ainsi, un certain ressentiment chez les cheminots, s'est fait jour contre l'action catégorielle d'hier, même dirigée contre les manœuvres FGAAC-SNCF. En effet, c'est à une action d'ensemble aux côtés de toute la Fonction Publique, et toutes catégories de cheminots confondues qu'ils aspirent. Les yeux se tournent vers les luttes de la classe ouvrière : « Les cheminots comme les métallos peuvent s'unir et lutter : POUR 300 F POUR TOUS, TOUT DE SUITE, 2 000 F MINIMUM ! »

● HUTCHINSON : l'usine de Persan-Beaumont (Val d'Oise) du groupe Hutchinson et MAPA continue la lutte, contre l'accord bideau signé par FO et pour 100 F pour tous, tout de suite !

● VILLENEUVE ST GEORGES : une filiale de Peugeot (la société nouvelle de découpage) lutte pour les salaires et contre les sanctions aux délégués et à des grévistes...

CONTRE LES CLASSIFICATIONS DE DIVISION

Lors de la journée d'action métallurgie de mercredi, nous avons discuté avec de nombreux travailleurs, comme cette déléguée CFDT de la Général Motors (Gennevilliers) : « Beaucoup de gars n'ont pas voulu aller à la manifestation parce qu'ils estiment que ça ne sert à rien, que c'est une manif juste pour se voir après à la télé, ils sont restés à la cantine, et veulent passer dans les ateliers, pour mobiliser, et peut être déclencher un mouvement. La Convention Nationale Collective, en fait, ça revient au même, c'est toujours ceux qui sont en bas de l'échelle qui se font avoir, moi, je suis d'accord pour les augmentations uniformes. La CGT avance cette proposition de Convention, alors il vaut mieux faire avant tout l'unité contre les accords bideau, et le gouvernement ». Elle critique violemment l'attitude des dirigeants syndicaux : « Pourquoi n'ont-ils rien fait lorsque l'accord a été signé en juillet 75, c'est seulement maintenant qu'ils nous appellent à lutter contre. Ce qu'il aurait fallu, c'est développer ce que les gars

ont fait ce matin en passant dans les ateliers, c'est que tous les ouvriers occupent leurs usines, comme à Lip. Regarde, c'est le moment, aujourd'hui, il y a la grève à GM de Strasbourg, ... les étudiants, les viticulteurs... il faut y aller tous ensemble. Dans la boîte, les gars en ont ras le bol, un jour le patron embauche, un jour il y a du chômage partiel, et l'augmentation des cadences, il est possible que ça démarre ».

Ce qui ressort en fin de compte, c'est la volonté de maintenir le pouvoir d'achat, de l'améliorer, que l'unité des métallos ne peut se faire sur la Convention Collective, mais sur la bataille pour des augmentations uniformes, comme le montrent aujourd'hui les ouvriers de la SNAV de Peugeot, de Général Motors, « Ce qu'ils font à Strasbourg, ça commence à nous donner des idées... » comme le disait la déléguée CFDT de Général Motors, exprimant bien l'aspiration à développer, à unifier les luttes aujourd'hui !

Jacques POITOU

en bref...

● ANPE : le personnel de plusieurs agences de l'emploi de la Région Parisienne étaient en grève hier, pour des conditions d'accueil meilleures dans les agences, ainsi que pour les revendications salariales. Les directions d'agences ont cherché à empêcher toute discussion d'unité populaire avec les chômeurs...

● Saint Etienne : les Forges Stéphanoises sont en grève ; après la SOMA et les Laminiers du Vieux Marais : c'est une situation de luttes ininterrompues qui s'instaure ! Les 500 travailleurs des Forges demandent une augmentation des salaires et ont déjà subi une ordonnance de référé, contre des ouvriers combattifs et des délégués, contre l'occupation (qui continue).

● RUNGIS : la SEGEX (entretien du marché-gare) est en grève pour les salaires, le 13^e mois et pour l'hygiène et la sécurité.

● COMSIP, RAVOIRE, EURODIS, POUTEAU... des dizaines d'entreprises du bâtiment et de la Construction débrayaient leur mouvement renforcé. Des manifestations importantes à Paris, Brest... ont ponctué cette journée.

● Général-Motors (Strasbourg) : la lutte continue ; le groupe thermique (point clef de l'usine qui bloque le secteur boîte de vitesses) a été occupé. Le soutien s'organise sur Strasbourg, à la Melbau : « pour les 250 F pour tous ; contre les cadences » !

● LA SAFAA (Massy et Paris) est en grève : les distributeurs de bois sont bloqués ! tous les stocks restent bouclés, aux mains des grévistes qui réclament la levée des licenciements au dépôt de Paris et des augmentations de salaires pour tous.

● RÉPRESSION contre les foyers Sonacotra en grève : le ministre de l'intérieur appelle à « sévir » et déjà la police quadrille autour des foyers de Seine-St-Denis. 6 délégués du Comité de Grève sont menacés d'expulsion.

LUTTES OUVRIERES

Interview de délégués C.F.D.T. de Rhône-Poulenc Textile

"COMME EN 67"

Quotidien du Peuple : Pourquoi cette restructuration de la branche textile de Rhône-Poulenc en ce moment ? Il y a déjà eu d'autres phases accompagnées de licenciements puis une «accalmie», pourquoi ce brutal «réveil» ?

J. : En ce moment les patrons ont décidé d'investir dans les licenciements des gens ! Le texte du Monde du 16 mars, signé Ph. Labarde et F. Renard, est une «justification» (si l'on peut dire) de cette politique de liquidation, inspirée et même plus que cela par le PDG Renaud Gillet, pour régler des comptes avec l'ancien responsable du trust W. Baumgartner (ancien gouverneur de la Banque de France)... Derrière cette polémique qui n'intéresse pas les travailleurs, il y a l'histoire de restructuration en série. On est passé de 26 000 personnes dans la branche à 18 000 aujourd'hui ! En fait, le tableau était déjà bien net en juin 75 au Comité d'Entreprise de RPT : l'arrêt d'un certain nombre de productions était prévisible...

K. : Si tu prends la réunion des directeurs en décembre dernier, ils déclaraient que «le chiffre d'affaire par tête doit augmenter». Ce qui revient à voir grimper la productivité et diminuer le personnel. On le voyait un peu venir : la spéculation sur la laine et le coton, les années précédentes, avait amené des prix à la hausse pour les textiles artificiels et synthétiques. C'était le grand «rush» sur les synthétiques... Alors Gillet a

repoussé la restructuration, qu'il souhaitait de toute façon. Jusqu'en juillet 74 environ, où la situation était renversée, les stocks «intermédiaires» entre la mini-crise de 70 et celle de 74 s'étaient accumulés. Les secousses économiques de l'époque ont donné le prétexte pour restructurer. La deuxième vague, c'est maintenant !

QdP : Quelles sont les productions les plus touchées et les conséquences pour les travailleurs ?

K. : C'est surtout l'acétate, aujourd'hui, et donc l'usine de Péage. Un accord est intervenu entre RPT et l'Amstel (une firme à capitaux US) pour le marché de l'acétate. En Thaïlande, le trust a créé une entreprise pratiquement de toute pièce ! Pratiquement pas de capitaux Rhône-Poulenc, mais des emprunts... que la société rembourse, avec en plus des «royalties» pour R.P. et l'exclusivité de la commercialisation ! La conséquence, c'est un désengagement sur la rayonne...

J. : Ce qui est privilégié, c'est les polyesters (Tergal), polyamides (Nylon) et l'acrylique (Crylor). Les usines qui ont encore une production acceptable aux yeux de Gillet, c'est Vaise, Colmar, Valence, Besançon et pour partie Arras et Gauchy... Le 26/2, les licenciements ont été annoncés au C.E., mais d'une manière vague. Mardi à Europe 1, le directeur des «relations humaines» - eh oui ! - a confirmé les 3 à 4 000 licenciements. On sait déjà

qu'il y en aura 393 à Gauchy et 575 à Péage ; l'usine de fibranne de Bezons est condamnée avec ses 400 ouvriers (essentiellement immigrés)... Dans la charrette, il y a les boîtes de Givet, La Voulte, Albi, Grenoble, Le Péage, Vaulx-en-Velin, le secteur polynosique de Gauchy, un atelier de «non-tissé» de Roan-

sage à 38 H non compensés s'est fait avec l'accord de la CGC qui a marché dans une sorte de chantage : le mi-temps pour les femmes et des licenciements ou les 38 H !

J. : Et puis, il y a la différence de conscience et de mobilisation d'une boîte à l'autre.

par exemple à Noël 74, au moment du chômage partiel, les 90 % ont bien fait passer la chose...

K. : Il y a aussi toutes les pressions pour avoir des départs «naturels» : pré-retraite obligatoire, mutation sur des postes appelés à disparaître... Gillet est prêt à tout, même à financer de faux «li-

QdP : Mais est-ce que la mentalité, les réactions demeurent les mêmes aujourd'hui ?

J. : Je ne crois pas ! Il y a une réelle combativité qui se profile depuis une année. On est passé de 2 H de grève à des barrages d'autoroute, des grèves avec manifestations et piquets. C'est un premier signe. Et puis aussi, de voir comme l'autre semaine 150 employés du siège, une majorité de femmes, envahir le Comité Central d'Entreprise ! Les ETAM (les employés) s'y mettent avec l'ouvrier : ils se disent que «s'il n'y a plus d'usines, il n'y aura plus de sièges non plus !» Et puis la solidarité est plus forte... On est un peu comme en 67, tu sais, les grandes grèves de la Rhodia : le dos au mur ! On ne peut pas laisser passer ces 4 000 licenciements.

K. : C'est pour cela que l'action devra se poursuivre. Une réunion a lieu jeudi à Lyon pour les syndicats CGT et CFDT de Rhône Poulenc Textile et vendredi à Paris pour ceux de Rhône Poulenc S.A. (toutes branches confondues).

J. : Pour nous, ce qu'il faudrait c'est une grève de 24 H reconduite de jour en jour dans tout le trust ; mais la CGT n'est pas très chaude pour cela. Pourtant, ça et l'occupation des boîtes menacées, c'est seulement ça qui serait à la hauteur du problème ; si on attend pour lancer la bataille, les «troupe» auront été licenciées entre temps !

Propos recueillis par Stéphane RAYNAL



Les ouvriers de Rhône-Poulenc-Textile Lyon bloquant l'autoroute A 7.

ne, et 70 à 80 postes du moulinage à Besançon...

QdP : Comment Gillet compte-t-il faire passer ces mesures ?

K. : A Besançon, c'est le chantage : «Il y a 180 personnes en trop ; alors si vous ne voulez pas être du lot, il faut augmenter le tonnage produit». Au siège, le pas-

siage économique» pour que, alléchés par les indemnités, certains acceptent d'être renvoyés. A Vaulx, à l'ex-CTA, les immigrés ont cru toucher le pactol, avec un million (d'A.F.) d'indemnité de départ ; beaucoup sont partis comme ça. A Arq et Isieux, il y a eu liquidation «en douceur». C'est un réel problème.

ciements économiques» pour que, alléchés par les indemnités, certains acceptent d'être renvoyés. A Vaulx, à l'ex-CTA, les immigrés ont cru toucher le pactol, avec un million (d'A.F.) d'indemnité de départ ; beaucoup sont partis comme ça. A Arq et Isieux, il y a eu liquidation «en douceur». C'est un réel problème.

LES LUTTES SE RENFORCENT EN COTE-D'OR

A Bourgogne-Electronique

A Bourgogne Electronique la direction (que les travailleurs attendent toujours), n'est pas encore prête à négocier. Un cahier de revendications lui a été remis et les syndicats n'accepteront la discussion que si les trois représentants de la direction sont présents ! D'autre part il a été décidé en A.G. que tous les travailleurs qui le désirent pourront assister à cette discussion. Avant la lutte, la direction avait embauché un nombre assez important d'intérimaire mais ceux-ci loin de se désolidariser de leurs camarades sont à part entière avec eux. «On est bien obligé d'aller à l'a-

gence et de leur dire qu'on n'a pas pu aller travailler». «Ils occupent, mais n'empêche qu'on est tous solidaires d'eux, on n'arrivera pas à nous diviser». D'autre part, la direction a fait savoir que les payes ne seraient pas faites pour la fin du mois. Un communiqué des organisations syndicales signale que «Le personnel gréviste de la comptabilité continue quand même à établir les bordereaux de paye. Si celle-ci ne devait pas être versée à la fin du mois la direction seule en porterait la responsabilité». La volonté de lutte reste entière. Malgré le temps pluvieux et le froid, les tra-

vailleurs sont nombreux à venir. Rares sont ceux qui restent à la maison. Le restaurant est bourré à craquer. Les femmes, nombreuses dans l'usine sont parmi les plus combattives. «Pour l'instant on n'a pas de problème avec nos maris, ils comprennent bien qu'avec les salaires on n'ira pas loin». En effet, un O.S. qui travaille en équipe gagne 1 300 Frs par mois ! Ce matin une quinzaine de travailleurs ont commencé la popularisation en sortant de l'usine pour intervenir sur le marché de Gréville avec tracts et panneaux expliquant leur lutte et appelant au soutien financier. Devant la grille de l'usine les nombreuses discussions témoignent de la grande mobilisation «En 73 on n'a pas été capable de tenir trois semaines. Pour cette fois-ci on tiendra jusqu'à ce qu'on obtienne satisfaction !». «A Seurre à la LCC-CICE (c'est la même boîte), ils ont gagné, il n'y a pas de raison qu'on ne fasse pas comme eux, l'enjeu est le même».

Sylvie ROUQUIER

Péage de Roussillon déjà les mutations !

Hier, c'est-à-dire le 17 mars à 4 heures du matin après 24 heures de grève, les ouvriers de Rhône Poulenc à Péage de Roussillon ont repris le travail. A 9h30, la direction convoque 4 ouvriers du service matériel pour leur faire des offres de mutation : pour Belle Etoile. Cela a été refusé en groupe par les travailleurs du service «entretien matériel» car ils savent bien que cela veut dire à terme se retrouver au chômage. Les ouvriers se battent donc pour le maintien de l'emploi sur place. Il y a eu un meeting au service matériel. La direction réaffirme toujours son intention de fermer la filature Acetate à Péage. Nous nous y opposerons !

Correspondant RPT

Beghin Say : comment l'emploi est menacé...

10 000 ouvriers dans toute la France ; c'est le premier trust en papier-carton (lotus).

Il semblerait, dans la région, qu'après le textile, et les usines on veuille faire disparaître dans la région du nord les usines de la cartonnerie ! En effet à Corbehem le plan de restructuration de l'usine prévoit de réduire le nombre des ouvriers de l'usine de 2 500 à 2 000 avec immédiatement 280 suppressions d'emplois. Or, l'usine était la seule de la région ! Le personnel vient de 20 communes rurales et n'avait donc plus de possibilité d'embauche dans la région...

Beghin a déjà supprimé le travail saisonnier en faisant des transferts d'ouvriers. C'est, par exemple, le personnel d'entretien qui travaille à la sucrerie en saison...

Dans le plan de restructuration, l'usine de Corbehem ne fabriquerait plus que du papier couché.

C'est la conséquence de la lutte entre la Banque Suez (qui finance Béghin) et Paris Bas, qui veut s'attaquer au secteur.

Autour de Bourgogne-Electronique et Hoover, la classe ouvrière de la région dijonnaise va de l'avant :

- THOMSON CSF (LCC-CICE) A SEURRE : UNE PREMIERE VICTOIRE !

- Les travailleurs de l'usine (LCC-CICE) (Thomson-Composants Electroniques) à Seurre viennent de remporter par une lutte d'une semaine, 100 F par mois pour tous, une prime de 50 F, plus une «prime de reprise du travail» compensant à 50 % les heures de grève (payables en deux versements), une augmentation de 3,50 F de la prime de casse-croûte et 1,80 F d'indemnité de cantine. Enfin les 40 H ont été obtenues pour le 1^{er} janvier 77. C'est une importante réussite en quelques jours de lutte seulement ; un encouragement pour les autres travailleurs !

- FAIENCERIE DE LONGCHAMPS : LES CADRES «FONT LE FOUR»...

Depuis mardi, les ouvriers des fours de la Faïencerie sont en grève pour le 13^e mois et une prime uniforme. Les cadres les remplacent mais ne semblent guère à même de faire fonctionner nuit et jour le matériel !

- RICHIER (MARSAN-NAY-LA-COTE) : GREVE ILLIMITÉE !

Les travailleurs de chez Richier (matériel de travaux publics) en Côte-d'Or, sont partis lundi en grève et l'ont reconduite de manière illimitée depuis, pour les salaires.

ETUDIANTS

RENCONTRE NATIONALE DE NANTERRE

BOUILLONNEMENT D'IDÉES ET RECHERCHE DE PERSPECTIVES POLITIQUES

On était bien loin de la routine ennuyeuse et abrutissante des cours et des examens, hier, dans ce ghetto universitaire qu'est la faculté de Nanterre. De dizaines de villes en France, de toutes les universités parisiennes en grève, étaient venues des délégations d'étudiants, avec un désir farouche de faire le point, d'approfondir les multiples questions apparues ces dernières semaines. Quelle signification a le mouvement étudiant, à quoi sert l'université, quelle unité avec les travailleurs est-elle nécessaire ? Débats souvent confus, parfois houleux, à la mesure des contradictions que doit résoudre ce mouvement pour éviter l'effritement et l'impuissance.



RECLAMER UN «ENSEIGNEMENT DE QUALITE» ?

Au cours des différents forums qui se sont tenus, les représentants des facultés en grève ont tenté de faire le point de leurs actions, d'expliquer aux autres facultés leurs problèmes. A travers ces interventions, en dépit d'une inégalité certaine entre les facultés, un sentiment général apparaissait : les étudiants doivent rechercher l'unité avec les travailleurs. C'est une telle évidence que même l'UNEF, contrôlée par les révisionnistes du PCF ou sa variante trotskiste ne s'y opposent pas de front. Ce qui donne dans la bouche de leurs représentants : *« nous avons les mêmes intérêts que les travailleurs en butte à la politique du gouvernement. Nous connaissons le même chômage, la même déqualification par rapport à nos diplômes. Notre lutte contre le gouvernement peut donc se faire en commun avec les «organisations ouvrières», sur nos propres revendications : un enseignement de qualité, des débouchés correspondant à nos diplômes supérieurs... »* Car ce qui gêne ces messieurs dans le projet politique de la bourgeoisie, ce n'est pas une université fournissant docilement des gardes chiourmes du capital, mais le fait que l'application de la réforme ferait sortir de l'université des ca-

dres subalternes, écartés de la marche des entreprises. Une situation tout à fait contradictoire avec la situation confortable et respectable que promettait le 22^e congrès du PCF aux cadres, aux ingénieurs et techniciens, avec la constitution de cette nouvelle bourgeoisie de technocrates qu'il recherche. Beaucoup d'étudiants refusent ce projet, souvent par le seul fait qu'il émane de gens qui ont une pratique de magouille, de récupération du mouvement écœurante.

QUELLE UNITE AVEC LES TRAVAILLEURS ?

Il ne faut pourtant pas négliger le poids de telles idées qui peuvent prendre des formes très différentes. Par exemple, rechercher l'unité avec les travailleurs, *« parce que nous avons, sous une forme spécifique les mêmes problèmes qu'eux »*, avec l'idée que luttes étudiantes et luttes des travailleurs sont sur un pied d'égalité. Fondamentalement, de telles idées peuvent trouver un terrain favorable par manque de réflexion politique sur le rôle même de l'université, sur la signification de la réforme Soisson dans le cadre de la crise de la bourgeoisie : fournir des cadres selon les besoins directs du patronat, briser toute possibilité pour les étudiants, pour les intellectuels de se mettre au service des luttes populaires.

SE CONFRONTER AUX OUVRIERS

Le désir sincère des étudiants d'unité avec les travailleurs permet pourtant de combattre ces idées. Une expérience relatée par un étudiant grenoblois est très significative à cet égard : *« A l'IUT, les étudiants sont confrontés directement au problème du chômage. Formés pour être techniciens, ils ont donc avancé des mots d'ordre visant à obtenir un emploi de technicien à la sortie de l'IUT. Partant de ce problème du chômage, nous avons été avec eux discuter avec des ouvriers des papeteries Lancey, leur demander ce qu'ils pensent des techniciens. Les ouvriers leur ont répondu en gros qu'il y avait deux sortes de techniciens, ceux en blouse blanche et ceux en blouse bleue. Les premiers sont là pour faire avec le profit, les seconds peuvent être du côté des ouvriers, mettant leur technique au service de la sécurité, par exemple, en opposition au patron. A partir de ce moment, les étudiants ont commencé à voir différemment leur lutte : il ne s'agissait plus seulement de réclamer un emploi, il s'agissait de s'attacher à l'enseignement lui-même, de lutter contre une université au service de la bourgeoisie »*.

Une telle expérience, spé-

cifique à un secteur mais généralisable à d'autres, est une bonne réponse à la question pressante posée par la masse des étudiants : l'unité avec les travailleurs, oui, mais pourquoi ? que va-t-on leur dire, leur proposer ? Poser une telle question est déjà un grand pas en avant, le signe que ces semaines de grève ont été une riche école politique pour les étudiants : il a fallu franchir l'obstacle du corporatisme entretenu par l'UNEF. Le caractère clairement politique de la réforme, les premiers débats qu'elle a suscités, tout cela a permis de briser l'isolement du ghetto universitaire. Aujourd'hui, l'obstacle à franchir est plus subtil, la lutte contre le chômage des étudiants est-elle la même que celle des travailleurs, ou doit-elle devenir le moyen de remettre en cause cette université au service de la bourgeoisie ? Sous quelle direction doit se faire l'unité avec les travailleurs ? C'est cela le fond du débat politique que demandent clairement les étudiants. De par la nature même de l'université, le mouvement étudiant n'a le choix qu'entre deux voies : être impuissant, ou prendre un caractère révolutionnaire en se plaçant sous la direction du prolétariat. En ce sens, le débat « technique » sur la construction d'une « structure de lutte permanente et unitaire » est secondaire.

Eric BREHAT

En bref

La CFDT contre le programme nucléaire

Mardi, la CFDT tenait une conférence de presse pour préciser sa position sur le programme nucléaire. Michel Rolant a expliqué que la CFDT n'était pas contre le nucléaire « à priori », mais qu'elle dénonce la dégradation rapide des conditions de travail et de sécurité dans les centrales, le passage précipité aux sur-générateurs (centrales à neutrons rapides), et la répression contre les militants syndicalistes dans ces établissements. Des travailleurs de l'usine de la Hague (traitement des « déchets » radioactifs des centrales) ont particulièrement dénoncé le manque de sécurité dans cette usine, et les dangers très importants qui pourront résulter du démarrage, dans ces conditions d'une nouvelle unité de traitement d'oxydes de haute activité (HAO).

Toulouse : hystérie raciste

Le Mouvement Contre le Racisme a porté plainte contre l'adjoint au maire de Toulouse, candidat UDR aux élections cantonales. M. Osète a envoyé à chacun de ses électeurs la lettre suivante : *« Il n'est plus possible, le soir venu de nous promener sans rencontrer l'un de ces étrangers inquiétants qui grouillent dans nos immeubles ou bien l'un de ces jeunes hirsutes et menaçants. Les agressions se multiplient ainsi que les outrages aux bonnes mœurs cela est inadmissible. »*

« S'il le faut (et nous pensons en haut-lieu qu'il le faudra rapidement) nous prendrons des mesures radicales : élimination de ce quartier de tous les associés et grâce à la rénovation, installation de Français respectables ».

Cette hystérie raciste, digne de tout groupe fasciste est cautionnée par le gouvernement. Elle veut préparer la population à une plus grande répression.

Manifestation nationale des étudiants

Après la journée de coordination à Nanterre, une manifestation était organisée, au départ de la gare St Lazare, à Paris. Plusieurs milliers au départ, elle s'est rapidement renforcée de cortèges des facultés parisiennes, d'enseignants, de nombreux lycéens et surtout, conséquence de la journée de coordination, des cortèges de plusieurs facultés de France.



Dès le départ, l'UNEF déploie une immense banderole, pour tenter une fois de plus de se faire passer pour la direction de la lutte. Ambiance très tendue, car les décisions des assemblées gé-

nérales y étaient opposées. Finalement, l'UNEF parvient à se glisser entre le cortège parisien et celui de province.

La manifestation traverse la Seine, remonte vers Montparnasse. On sent chez les étudiants une très grande combativité, une volonté de montrer leur force, mais contrairement à la manifestation de la veille, les mots d'ordre prennent plutôt la forme de

jeux de mots (« Arrêtez l'arrêt Soisson... »). A noter cependant un mot d'ordre massivement repris : « Il est pourri, le régime à Giscard, il tue les paysans, matraque les étudiants ».

La presse réactionnaire ressuscite les vieux spectres

La presse bourgeoise, c'est bien connu manque d'imagination pour dénigrer les luttes, que ce soient celles des ouvriers, des paysans et des étudiants. Le mouvement étudiant resurgit avec vigueur cette année, inquiétant le pouvoir qui cherche à l'isoler pour mieux le réprimer. C'est là qu'intervient la presse pour en donner une image déformée et effrayante. C'est dans leurs poubelles que les journaux ont été puiser pour provoquer une réaction de rejet du mouvement étudiant.

« France-Soir » daté de jeudi publiait une photo des affrontements de Bordeaux entre étudiants et policiers légendée de la sorte : *« Trois pompiers blessés »*. Concluez : les étudiants se comportent en dangereux délinquants, ils brutalisent les pompiers !

Jeudi, le « Parisien Libéré » donne le ton en première page : *« De pseudo-étudiants organisent des actions tournantes dans toute la France. Il s'agit d'un plan organisé destiné à détruire l'université »*. En page intérieure, on parle *« d'une poignée d'agitateurs, de chienlit, etc... »* Pour donner du poids à ces calomnies, An.aury, directeur du « Parisien Libéré »,

s'est attaché une nouvelle collaboratrice : Saunier-Séité, dont le style révèle qu'elle ne doit pas lire autre chose que les titres des « Une » du « Parisien Libéré » ; quand elle aura quitté son poste de « secrétaire d'Etat aux universités », et ça ne saurait tarder, elle pourra toujours faire des « piges » au « Parisien ».

« L'Humanité », pour sa part, flatte la lutte des étudiants car le PCF espère bien en tirer un profit politique, mais ignore délibérément les aspects les plus positifs du mouvement ; la volonté de se lier aux luttes ouvrières et le refus d'un avenir de cadres au service du patronat. « L'Humanité » renoue également avec son répugnant passé calomniateur de 68 ; le MJ«C»F dans ses colonnes déclare en effet : *« Le pouvoir et son ministre de l'intérieur, Poniatoski, laissent libre cours à l'activité des provocateurs armés totalement étrangers au mouvement étudiant... groupes fascistes et groupes gauchistes étant là pour lui prêter main forte »*. Entre les « pseudo-étudiants » de Saunier-Séité et les « provocateurs armés totalement étrangers au mouvement étudiant » du MJ«C»F, où est la différence ? Difficile à dire. Pour la palme de l'infamie, la lutte est serrée.

INTERNATIONAL

L'U.R.S.S.

«désarmée»... jusqu'aux dents

Division chez les P«C» d'Europe

NOUVELLES PRESSIONS SOVIETIQUES

En même temps, deux déclarations sont venues souligner la nature de la politique extérieure de l'Union Soviétique. D'une part, l'appel du ministre de la défense à renforcer à une échelle sans précédent la puissance militaire du pays. D'autre part, Souslov s'est lancé dans une grande attaque contre les partis révisionnistes occidentaux qui «dévient».

A quoi bon toutes ces armes, pourquoi cette ingénierie grossière ? En réalité, l'ambition de Moscou s'affirme chaque jour plus démesurée. Son principal instrument, Gretchko l'a confirmé, c'est son armée d'agression. Mais, en même temps, le gouvernement soviétique entend faire feu de tout bois, utiliser autant que possible les partis révisionnistes comme les instruments de sa pénétration.

Contre ces menaces accrues, le silence et les concessions n'amèneront rien de bon : seule la résistance paiera !

dictature terroriste bourgeoise qui sévit en URSS (camps, hôpitaux psychiatriques...), les Brejnev rappellent à l'ordre ces partis qui compromettent le visage «pacifique», «socialiste» que l'URSS tente de se donner.

Ces pressions de l'URSS ne datent pas d'aujourd'hui, et déjà depuis de longs mois, les partis révisionnistes européens, de l'est et de l'ouest, ne réussissent pas à s'entendre sur les bases communes pour convoquer une réunion au sommet. C'est que les bases des divergences ne peuvent que s'accroître au moment même où grandit la perspective d'accession au pouvoir de certains partis d'Europe de l'Ouest. En Espagne, en Italie, en France, les partis révisionnistes engagés dans des alliances avec d'autres partis bourgeois se doivent, pour rivaliser avec leurs alliés, de multiplier les gages d'indépendance à l'égard de Moscou, et d'abandonner en même temps toute référence

même formelle au léninisme : c'est par exemple le chemin suivi par le P«C»F, qui vient de rayer de son vocabulaire le terme de dictature du prolétariat. Une telle démarche gêne d'autant plus l'URSS qu'elle spéculait justement sur l'accession au pouvoir des partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest pour tramer ouvertement plus de complots et obtenir plus de concessions. Aussi les pressions soviétiques se font-elles d'autant plus fortes que cette perspective de participation des révisionnistes au pouvoir apparaît plus probable.

L'aiguinement de cette contradiction, de plus en plus visible aujourd'hui, fait voler en éclats l'unité de façade des partis révisionnistes européens.

Cela révèle ainsi aux yeux des travailleurs à la fois la véritable nature de ces partis révisionnistes, et l'ingérence inadmissible de l'URSS, prête à utiliser tous les moyens pour intervenir dans les affaires politiques de notre pays.

«Il faut à tout prix renforcer grandement la puissance des forces armées soviétiques». «Nous ne pouvons nous arrêter sur ce qui a déjà été atteint, car s'arrêter veut dire prendre du retard. Nous devons considérer ce qui a été accompli comme une simple étape. Dans toutes les branches de la construction militaire, il convient de considérer notre capacité actuelle comme la base du développement futur de la puissance des forces armées».

Telle a été la partie essentielle du discours du maréchal Gretchko, ministre de la défense d'URSS. Le 24 février, dans son rapport au XXV congrès du parti «communiste» soviétique, Brejnev proclamait : «l'URSS n'augmente pas son budget militaire ; il prônait la «cessation de la course aux armements», «l'élimination du danger d'une nouvelle guerre mondiale». Les paroles de Gretchko déchirent, s'il en était encore besoin, le voile des déclarations pacifistes derrière lesquelles le Kremlin mène actuellement sa politique.

A l'ONU, chaque fois que les pays du Tiers Monde posent le problème de la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial, Moscou remet sur le tapis, en contre-feu, le prétendu désarmement. En Europe, à la conférence sur la paix et la sécurité, c'est de «détente» qu'il est question. Dans les différentes conversations qui se poursuivent entre Soviétiques et Américains, le «désarmement nucléaire» occupe une place de choix. Et, au dernier congrès de Moscou,

Le budget militaire de l'URSS, au sujet duquel Gretchko vient de parler, n'a cessé de connaître une grande augmentation. Son taux de croissance annuel, pour la période 1971-1974 était de 11,9 %. Il représentait alors près de 20% du revenu national (soit une proportion deux fois supérieure à celle des Etats-Unis).

L'URSS dispose de plus de 1 500 missiles nucléaires intercontinentaux, de près de 800 missiles portés par sous-marin.

Ses forces armées terrestres comptent plus de quatre millions d'hommes et des réserves de 25 millions, ainsi que 40 000 chars.

on ne trouvait pas assez de mots pour dénoncer le «bellicisme» de la Chine socialiste.

Mais la plus puissante des armées du monde existe aujourd'hui en URSS. Et son chef considère que, dans son état actuel, elle n'est qu'une «base au développement futur».

A quoi sert cette armée, le peuple tchécoslovaque ne le sait que trop, lui qui subit son occupation depuis 1968. Les récents événements d'Angola et d'Egypte sont là pour démontrer les visées mondiales qu'on caresse au Kremlin. A peine cesse-t-il un instant de bavarder sur la détente, que le gouvernement soviétique brandit son arsenal. Monsieur Gretchko aura au moins eu le mérite de nous rappeler cette vérité.

Nouvel épisode, avant hier, des pressions du P«C» d'URSS sur les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest. Souslov, dirigeant important du parti révisionniste soviétique vient en effet de prendre brusquement à parti Marchais, Berlinguer et Carillo accusés de «saper» les bases de l'internationalisme prolétarien. Il est assez révoltant et significatif aussi d'entendre le mot d'internationalisme prolétarien dans la bouche d'un dirigeant du pays qui a perpétré l'agression militaire contre la Tchécoslovaquie, qui occupe militairement l'Europe de l'Est, et participe activement au pillage des pays du Tiers Monde. En fait derrière cette référence se cache simplement l'ambition des dirigeants du Kremlin de subordonner l'activité des partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest aux intérêts de leur politique agressive.

Le XXV^e congrès du parti soviétique avait étalé au

grand jour les contradictions qui opposent les différents cliques révisionnistes. Alors que les P«C» d'Europe de l'Ouest (principalement en France, en Espagne, en Italie) s'attachent à apparaître comme complètement indépendants de Moscou, et prennent leur distance avec les aspects les plus ignobles et les plus connus de la



en bref... en bref... en bref... en bref...

TIMOR

Le ministre de la défense de Timor Oriental, Rogerio Lobato, a fait savoir qu'au cours des huit derniers mois, 8 000 envahisseurs indonésiens avaient été anéantis. Entièrement mobilisé, utilisant y compris les arcs et les flèches traditionnels, le peuple de Timor a saisi aussi une grande quantité d'armes. «Plus l'Indonésie amènera d'armes, plus le FRETILIN en récupèrera», a dit Rogerio Lobato.

ONU

Le Comité spécial sur la charte de l'ONU a tenu sa première réunion. Comme au cours des discussions préalables, les Etats Unis et l'URSS ont insisté pour garder les privilèges que leur confère l'ancienne charte, tel le droit de veto. Mais de nombreux pays du Tiers Monde ont repoussé cette prétention.

SIONISME

Quarante-quatre pays islamiques, réunis à l'ONU, ont condamné les tentatives israéliennes pour chasser de leurs terres les Palestiniens, et «judaiser» Jérusalem. D'autre part, la «conférence islamique générale» a exprimé son soutien à la lutte des masses en Palestine occupée.

DROIT DES MERES

Le Surinam, pays d'Amérique Latine, a décidé de porter à 200 milles marins la limite de ses eaux territoriales afin d'empêcher le pillage de ses ressources de pêche par les pays impérialistes et l'URSS.

BANGLADESH

L'Inde détourne les eaux du Gange, ce qui met en danger l'agriculture de ce pays. Aussi le Bangladesh a-t-il refusé une «condition

préalable» mise par l'Inde à l'ouverture de négociations sur cette question. Le gouvernement indien prétendait limiter la discussion à la période des plus basses eaux, de mars à mai.

LAOS

La récolte de riz a été bonne l'année dernière au Laos. Alors que 300 000 hectares seulement étaient cultivés pendant la guerre, cette surface se monte aujourd'hui à 400 000. La culture des légumes se développe également : la capitale, Vientiane, réussit désormais à se suffire à elle-même pour l'essentiel dans cette culture.

ALGÉRIE-MALI

Un accord de coopération a été passé entre les deux pays dans le domaine de l'information et des télécommunications. Notamment, l'Algérie aidera le Mali à

mettre sur pied son propre système de télécommunications.

CHINE

Dans la mine de charbon du Kailouan, les importantes mesures de sécurité prises par les mineurs, maîtres de la production ont permis qu'aucun coup de grisou ne se produise depuis la libération, en 1949, malgré la présence de très fortes quantités de gaz. Le taux de poussières de silice a été ramené à deux milligrammes par mètre cube d'air.

GRANDE-BRETAGNE

Cinq candidatures pour la succession de Wilson au poste de premier ministre. Le ministre des affaires étrangères, Callaghan, semble avoir les meilleures chances.

PORTUGAL LUTTES ET RÉPRESSION

Les infirmiers de Lisbonne et Porto en grève depuis 6 jours ont décidé hier soir en assemblée générale de transformer leur grève en grève du zèle et en grève administrative tout en maintenant en fonctionnement normal des services urgents.

A l'exemple de l'hôpital de Santa-Cruz à Lisbonne, des réunions se sont tenues avec les malades et avec les gens qui venaient se faire soigner.

La section de choc de la police de sûreté publique est de nouveau intervenue hier pour expulser les professeurs de l'enseignement secondaire qui occupent le ministère de l'éducation.

Liban

A QUAND LE DÉPART DE FRANGIÉ ?

De plus en plus, il se confirme que le président de la République, Frangié, va être contraint à la démission. après l'initiative du général Ahdab, et le vote du parlement réclamant son départ, le seul obstacle qui semblait rester était l'attitude syrienne. On se souvient que la Syrie s'était en effet interposée pour empêcher l'assaut du palais présidentiel.

Cette attitude ne recouvre cependant pas, comme nous l'avons déjà signalé dans nos précédentes éditions, un soutien à l'actuel chef de l'Etat. Il s'agit plutôt pour Damas de maintenir le statu-quo jus-

qu'à ce qu'une solution entièrement conforme à ses vœux ait été trouvée pour la succession.

De ce point de vue, il faut relever l'opposition renouvelée du leader de la «gauche», Kamal Joublatt, à l'action syrienne au Liban : la «carte blanche» réclamée par les Syriens ne sera pas facilement donnée de ce côté-là, où l'on s'estime frustré d'une victoire. En attendant, les noms de «présidentiabiles» continuent à circuler, avec, au premier rang, le gouverneur de la banque centrale, Elias Sarkis.

INTERVIEW

QUESTIONS AUTOUR DE LA LUTTE DES "REOS"

Interview d'Eugène Simon, délégué CFDT, un des responsables de la lutte - 2 -

Propos recueillis par Yvon Chevet

Voici la suite de l'interview que nous avons eu avec Eugène Simon sur la lutte. Après avoir examiné les conditions qui avaient déclenché le conflit, le contexte politique de Fougères, Eugène Simon donne des explications très intéressantes sur la manière dont se posent les questions brûlantes des conflits aujourd'hui, quelle attitude avoir face à la répression de la bourgeoisie qui mène campagne sur Fougères pour isoler les Réos, et leur faire abandonner leur usine, l'occupation empêchant soi-disant de trouver une solution...

La manière dont se développe la conscience politique des travailleurs à

l'occasion de la lutte sur le drapeau rouge, l'internationale... les paroles des défenseurs du programme commun et leur pratique.

La vision des choses des leaders ouvriers et syndicalistes dans les luttes sont des éléments précieux pour permettre de forger dans le Quotidien du Peuple un point de vue scientifique sur la réalité de la lutte de classe.

Le Quotidien du Peuple s'efforcera de multiplier les rencontres et les débats comme celui-ci où le point de vue de ces responsables syndicalistes peut se confronter au point de vue communiste de notre quotidien.

Faire face à la répression

Est-ce que cela veut dire que les travailleurs de Réhault seront prêts à défendre leur usine, à employer la violence pour défendre leur usine ?

Ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes qui la recherchent la violence. Nous fouteur à la porte, c'est ça la violence, les cadences, c'est aussi ça la violence. Ce n'est pas les travailleurs qui la recherchent la violence, on réagit par rapport à la violence de la bourgeoisie.

Est-ce que les ouvriers de l'usine, s'il faut défendre l'usine, ne vont pas penser que ça va les couper de la population ? N'est-ce pas ce que va développer le PC comme idée ?

Ah non, car ils savent que si on leur enlève l'usine, c'est terminé pour la lutte. Je crois que vis à vis de la population, il peut y avoir quelques problèmes qui peuvent se poser à des moments donnés. Par exemple, les morts de Montredon, ça nous a fait un peu de mal, parce qu'on veut nous montrer, nous les Réos, comme prêts à tirer...

expliqué. On l'aurait mis comme ça, il y aurait peut-être eu une réaction, mais on a expliqué ce que signifie ce drapeau rouge, pour quelles raisons on le mettait. On a d'ailleurs expliqué qu'il a été récupéré par un parti politique, alors que c'était le drapeau de la classe ouvrière, on l'a rappelé par rapport à la Commune, etc...

Tout ça montre aussi l'évolution des gens. Par exemple, il y a un an, on n'aurait pas manifesté en chantant l'Internationale dans les rues de Fougères, alors qu'avant 32, les travailleurs défilaient drapeaux rouges en tête, en chantant l'Internationale. Alors maintenant ils le reprennent. On a expliqué aussi que l'Internationale a été récupérée par un Parti alors que ça appartenait à la classe ouvrière. La réaction des gens par rapport au drapeau rouge, à l'Inter c'est tout ce que l'on a appris à l'école, dans la presse. Mais si on leur explique ce que ça représente et du fait qu'on est dans un contexte de lutte, on en prend conscience !

S'inspirer de LIP Développer le soutien sur Fougères et la Bretagne

Est-ce qu'aujourd'hui, l'idée prédominante c'est que si on se tient les coudes sur Fougères, on va s'en sortir, on va les forcer à reculer, ou bien est-ce que la solution passe par un mouvement plus large de la classe ouvrière ?

La solution passe par une action globale. De plus en plus de luttes d'ensemble. Et si à l'entreprise Réhault, on arrivait à gagner par rapport à l'enjeu politique engagé, ça voudrait dire que, chez Morel, dans toutes les entreprises au niveau local où les mêmes problèmes sont posés, on sentirait que c'est cette forme de lutte qu'il faut prendre pour arriver à un premier résultat. Pas à un changement fondamental. Et au niveau plus large, à l'intérieur de l'organisation, ça permet de faire passer une pratique, par rapport à des résultats positifs. Alors que par exemple, à LIP, moi je sais qu'à l'intérieur de l'organisation, on prend les méthodes de la fédération des métaux. L'organisation n'a jamais voulu officiellement se servir des acquis de la lutte des LIP. Les acquis de LIP, ça aurait du être popularisé pour essayer de faire enclencher d'autres luttes.

Est-ce que la victoire est possible sans que Morel et Gaté se mettent dans le bain ?

Je ne pense pas. Je crois qu'il faut que Morel et Gaté se mettent dans le bain, ça doit être l'étape de la semaine prochaine qu'on va essayer de reprendre. Si on a Morel et Gaté qui démarrent, je crois qu'on tient le bon bout, on ne reste pas isolé au niveau de Réhault. Il y a ça au niveau local. Au niveau de la Bretagne, je crois aussi qu'il faut qu'on pose le problème de Fougères, comme un problème de la Bretagne. C'est important d'y arriver. C'est là qu'on peut resserrer les structures. Par exemple, au prochain bureau régional, on les a invités à tenir ce bureau régional à Fougères dans l'usine pour essayer de trouver un autre niveau d'importance. C'est là qu'on peut dire qu'on peut se servir des structures et ce n'est pas aux structures de se servir de nous.

Et au niveau de la branche ?

Ça peut venir assez rapidement; le danger, c'est que si on attaque au niveau de la chaussure, on va dans le sens qu'attendent actuellement les patrons de la chaussure. Ils se servent d'ailleurs de Fougères. «Si vous ne voulez pas d'autres Fougères, amenez l'argent». Ça leur permet de se restructurer, d'organiser leur service exportateur et ils essayent d'exploiter ça.

Que Bidegain soit venu à Rennes à la table ronde, ce n'est pas pour les travailleurs dont il se fiche bien, actuellement, ce qui l'intéresse, c'est de récupérer la lutte de Fougères, de montrer que par rapport aux problèmes de la chaussure, il faut qu'il soit aidé par l'Etat. Au niveau de la branche, il faut voir au niveau de la fédération...

Peux-tu faire le point sur la lutte ?

Les pouvoirs publics essayent de nous faire dire qu'on refuse les 230 emplois alors qu'on ne les refuse pas, on refuse les 400 licenciements. Il n'y a que des promesses qui ne sont pas des propositions négociables. Notre position est de refuser les 400 licenciements. On est au début de la lutte, elle sera sans doute très longue et très dure et ma position personnelle est de ne pas nous laisser faire.

On compte sur les travailleurs, sur la lutte et sur la popularisation. Ce sont les travailleurs qui prennent en mains leur propre affaire. Et prendre en mains ses propres affaires, c'est se battre pour la création d'emplois et non pas attendre que la bourgeoisie décide qu'un capitaliste descende.

Et la crise ?

Et les arguments développés par la bourgeoisie sur la crise, qu'en pensez-vous ?

D'accord, il y a le capitalisme qui se restructure, se reconvertit mais ce n'est pas tout. Ce n'est pas une crise pour les capitalistes, c'est une crise dont les répercussions se font sur les travailleurs, mais pour le capitalisme, c'est une restructuration. Quand on parle de crise du capitalisme, on dirait que ça y est, on peut arriver au socialisme immédiatement. C'est une tendance réformiste dans la confédération qui dit ça : elle dit «on est presque déjà en transition au socialisme». La crise du capitalisme, ce n'est pas encore son effondrement, alors qu'on est dans une période de restructuration. Là, il est faible parce qu'il se restructure. C'est un peu comme un animal qui change de peau.

Nous, on dit qu'il faut que les travailleurs aient en mains le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat. Pour la tendance dont on parlait tout à l'heure, il suffit d'avoir le pouvoir politique par les élections.

L'appareil d'Etat, il faut que les travailleurs le prennent en mains, car actuellement, il est dans les mains du capitalisme. D'après eux, l'appareil d'Etat est neutre et servira la classe ouvrière. C'est absolument faux. Il faudrait que les luttes de plus en plus rentrent en contact et qu'à partir de là, les travailleurs s'organisent et c'est là qu'il y a un rôle important de l'organisation syndicale au niveau national. A partir des luttes qu'on engage, les formes de luttes qu'on prend, les formes de structure qu'on se donne. Si c'est une réussite, on permet justement à l'organisation de pouvoir évoluer et à partir de là, d'avoir une autre analyse. Tant qu'elle aura le souci de dire, «il faut la gauche au pouvoir», tu n'auras pas une volonté de coordonner les luttes et de leur donner un contenu politique car pour eux, ce n'est pas le plus important. Les structures devraient être à la disposition des travailleurs en lutte, permettre de coordonner les affaires. Par exemple, c'est vrai qu'on peut faire descendre E. Maire, qu'on aurait déjà pu le faire descendre mais pour nous tous, si les travailleurs n'en ressentent pas la nécessité, si on ne peut pas se servir de lui, si c'est un gars qui veut descendre pour orienter la lutte de telle ou telle façon, on dit non. On doit se servir des structures,

des bonhommes qui existent, mais par rapport à la lutte qu'on mène.

Le Programme Commun...

Et les solutions du programme commun sont-elles partagées par les travailleurs ?

Politiquement non. L'analyse politique, je ne sais pas si ils en sont arrivés là, mais par



rapport à ceux qui défendent le programme commun, ils commencent à se poser des questions. Ce sont ceux qui condamnent leur lutte, les formes d'action qu'ils mènent et qui ne foutent rien. Dans le concret, je suis sûr que le programme commun passait plus avant le début de la lutte.

Ils s'aperçoivent dans le concret, que ceux qui défendent le programme commun ne les soutiennent pas, les condamnent comme irresponsables, comme casseurs de careaux, comme brûleurs de sous-préfecture. Ce sont les tracts qui nous tombent sur le coin de la gueule. C'est le PC qui sort trois tracts de suite contre la lutte en tapant la gueule à la CFDT. Alors que les travailleurs nous font confiance, tactiquement c'est complètement idiot. Qu'ils ne soient pas avec nous, et d'une façon plus fine, qu'ils présentent autre chose, d'accord. Mais qu'ils nous condamnent alors que les travailleurs sont d'accord avec nous et que nous on les soutient, les travailleurs se disent ça va pas, on attaque une organisation qui nous soutient !

Le PC est déconsidéré complètement aux yeux des travailleurs ?

Oh oui, les gens se rendent compte que s'il n'y a pas d'autres formes d'action que le simple défilé, ça ne servira à rien du tout ! Dans le concret, les gens feront le choix, un choix politique, ils se posent déjà des questions. Quand il y a une perspective et tant que ça reste au niveau du langage, de l'idéologie, ça peut passer, ça peut être intéressant, ça peut être bien pris ; mais lorsque concrètement pour atteindre cette perspective, les moyens qui sont donnés sont en contradiction avec ceux que les travailleurs veulent prendre, ils se posent la question sur la perspective, sans peut être en avoir l'analyse politique concrète.

Quand on a mis le drapeau rouge ici, on l'a

INTERNATIONAL

Palestine occupée

UN SOULEVEMENT GENERAL ET PERMANENT

Depuis plus de quatre mois, le peuple de Palestine occupée se soulève contre l'occupation sioniste. Il ne s'agit pas seulement des étudiants palestiniens, bien qu'ils aient un grand rôle : les paysans et les ouvriers, les commerçants, les femmes et, pour la première fois les maires et les conseils d'administration de Cisjordanie participent au soulèvement général.

CONTRE «L'ADMINISTRATION LOCALE»

Plusieurs causes peuvent expliquer le soulèvement. Au début, il s'agit du projet sioniste «d'administration locale» qui vise à confisquer à l'OLP la représentativité du peuple palestinien y compris en

Cisjordanie, en désignant des «élus locaux» liés aux sionistes.

Ensuite ce sont les mesures du roi Hussein, de convocation du «parlement jordanien» puis de nouveau les projets d'expropriation en Galilée.

Juste après, des projets de colonisation sont mis en place à Naplouse, Sebastia et Kafr Kadoum. Face à ces projets, les paysans de Sébastia et des villages avoisinants ont chassé les soldats sionistes du village.

Depuis, plusieurs actions ont eu lieu, dans tel ou tel village ou ville, contre les mesures de colonisation, les préparatifs aux «élections locales».

PLUS RIEN NE RESTE SANS RIPOSTE

C'est le veto américain qui a relancé le soulèvement général qui se poursuit maintenant. Pour les Palestiniens, le veto veut dire : refus de la représentativité de l'OLP, refus de reconnaître leurs droits.

DE MULTIPLES FORMES D'ACTION

A l'approche de la date fixée pour les «élections locales» organisées par l'occupant israélien, le 13 avril prochain, le soulèvement des Palestiniens qui se poursuit depuis quatre mois, reprend encore, plus violent que les fois précédentes. Toute la population y participe et plu-

sieurs genres d'actions sont employées : les manifestations sont nombreuses, les grèves des commerçants, les grèves des étudiants, l'occupation des lieux publics (mosquées, écoles), par les femmes et les étudiants, arrêt de travail par les travailleurs.

Les ouvriers agricoles ne vont pas travailler sur les terres occupées par les sionistes et à deux reprises deux cars transportant des ouvriers agricoles vers des fermes sionistes ont été arrêtés : les ouvriers sont descendus, les cars ont été détruits. Ce qui est encore plus important, c'est la volonté de la population de chasser l'ennemi sioniste : à chacune de ces occasions, elle n'a cessé d'affirmer qu'elle luttait

contre l'occupant, elle n'a cessé de proclamer son attachement à l'OLP et, plusieurs fois, a levé le drapeau palestinien.

NOUVELLES EXPROPRIATIONS

Les forces sionistes viennent d'exproprier des terres à Jabah en Cisjordanie pour «réarmer les casernes militaires». A Kharbatha, elles ont délimité les terres à exproprier prochainement. A Tell al-Assour, des terres ont été expropriées pour installer une colonie. Autour de Naplouse, plusieurs villages risquent le même sort.

Mais si le soulèvement est plus important en Cisjordanie, cela ne veut dire en aucune manière que seule la population de cette région occupée depuis 1967 manifeste contre l'occupant. Cela se produit dans toute la Palestine. A Haïfa, à Tel-Aviv, à Gaza des manifestations ont eu lieu. Les prisonniers palestiniens se sont mis à plusieurs reprises en grève notamment à Bir Sabaa. Les opérations militaires continuent : des explosifs sont placés dans les lieux réservés aux sionistes. Les patrouilles sont toujours attaquées pendant leur ronde habituelle.

Palestine, actualité

De violentes confrontations ont eu lieu à Jérusalem et à Naplouse entre les habitants palestiniens et les forces d'occupation. Ceux-ci empêchent la population de manifester. Une grève générale a été déclarée dans la plupart des villes et villages de la Cisjordanie : les écoles et les boutiques de commerçants sont fermées.

A Jérusalem, les étudiants palestiniens ont manifesté et ont obligé tous les commerçants à fermer leur magasin ; les soldats et la police israélienne sont intervenus employant la force. Les manifestants poursuivis, sont montés sur les terrasses des maisons et ont continué à jeter des pierres contre les forces de répression. Plusieurs manifestants ont été arrêtés.

A Naplouse, lors d'une manifestation, au moins 8 Palestiniens ont été arrêtés. La police israélienne a circulé pendant toute la journée dans les rues de la ville pour empêcher toute autre manifestation. Le couvre-feu a été annoncé pour les villes de Ramallah et Birah. Les habitants ne peuvent sortir de chez eux.

Des étudiants de Birzet ont publié un communiqué demandant à toute la population de la ville de se soulever contre l'occupation.

RÉSISTANCE CONTRE L'OCCUPANT

En application au projet de colonisation à Sebastia, les sionistes ont organisé une manifestation de colons qui devait arriver jusqu'à Sebastia. La population de Naplouse et des villages avoisinants a formé un barrage, empêchant les manifestants de passer. Ceux-ci se sont retirés après plusieurs heures de tentatives pour briser le barrage.



ECONOMIE

LA CRISE MONÉTAIRE S'AGGRAVE

Le serpent européen est toujours secoué par la fièvre monétaire, après la sortie du franc, ce sont le franc belge, la couronne danoise et même le florin néerlandais qui se retrouvent au plancher, obligeant les banques centrales à les soutenir. Manifestement cette situation ne peut pas durer, soit ces monnaies vont être dévaluées, soit elles sortiront du serpent, ce qui lui portera un coup fatal. On pourrait alors connaître à nouveau une situation de flottaison généralisée des devises. Conséquence de la crise monétaire la lire italienne a continué de chuter : 5 % de décote en 24 H par rapport au dollar. La décote du franc par rapport au mark, depuis sa sortie du serpent dépasse maintenant 5 %, et Fourcade lui-même n'a pas rejeté la possibilité de «troubles importants».

Une flottaison généralisée des monnaies présente cependant de tels inconvénients pour les échanges, le taux d'échange des monnaies variant quotidiennement, qu'il est probable qu'un sommet monétaire se tiendra entre les pays euro-

péens pour tenter de trouver une solution mieux adaptée. Nous n'en sommes pas encore là. Le souci de Fourcade pour l'instant est d'assurer un repli du franc en bon ordre, sans trop de remous, repli qui pourrait aller jusqu'à une dévaluation de 10 %.

Les conséquences de cette crise monétaire seront surtout sensibles pour les travailleurs, les mesures envisagées par le gouvernement italien en sont la preuve. Il est en effet envisagé de doubler le prix de l'essence qui vient pourtant d'augmenter fortement, de doubler la TVA, de faire passer le taux d'intérêt à plus de 15 % ce qui renchérrait le crédit, de fermer les boucheries quinze jours par mois pour limiter la consommation de viande. Certes, la crise en Italie est plus grave qu'en France, mais des mesures de ce type ne sont pas à exclure en France.

Les capitalistes essaieront de nous faire supporter leurs difficultés au nom de l'intérêt national. Cette crise ils en sont responsables, à eux d'en faire les frais, à nous de tirer profit de leur affaiblissement pour faire triompher nos luttes.

LA MORT DE VISCONTI

Un esthète révisionniste

Pour une fois, la mort du cinéaste italien Luchino Visconti le 17 mars, a réconcilié Michel Guy et l'Humanité : «le premier européen de grande culture» dit l'un, «intellectuel de haut vol» qui «ne cachait pas qu'il devait une grande part de ses facultés créatrices au marxisme», répondent en écho les autres.

Représentant typique (comme Pasolini, mort lui aussi récemment) de cette couche d'intellectuels italiens profondément marqués par la lutte contre le fascisme et les

années d'après guerre, Visconti a très certainement marqué le cinéma italien depuis 1945. Son premier film «Obsession» dont l'intrigue policière servait de prétexte à montrer la vie du peuple italien lui valut des démêlés avec la censure fasciste. Après la guerre, il est un des plus brillants représentants du «néo-réalisme» : «La terre tremble» (1948) retrace la vie des pêcheurs siciliens, «Rocco et ses frères» la désagrégation d'une famille de l'Italie venue chercher du travail dans le nord.

Mais, devant l'absence de perspectives révolutionnaires cohérentes, et la dégénérescence révisionniste du P(C), cette veine populaire et sociale s'épuise vite et Visconti se tourne alors vers des films «historiques» à grand spectacle. Caractérisés par une reconstitution scrupuleuse au niveau des costumes et des décors, ces films montrent un retour à une forme esthétique tout à fait classique, inspiré de l'Opéra et du théâtre, formes d'expression auxquelles il était très attaché. Montrant les déchirements et les contradictions des classes dominantes (Aristocratie sicilienne dans «le guépard»), bourgeoisie italienne à l'époque du Risorgimento dans «Senso»), ces films font complètement silence sur le rôle créateur des masses qui avait inspiré l'auteur à ses débuts. Dans les «Dammés» (1969), le nazisme sert de révélateur aux déchirements d'une famille de la bourgeoisie allemande, dans «Ludwig» c'est la personnalité qui est analysée avec complaisance.

Visconti, qui se voulait marxiste et compagnon de route du P(C), servait surtout (comme Pasolini) de «caution culturelle» aux révisionnistes italiens. Les dernières œuvres qu'il a signées (Mort à Venise, Violence et

Passion) montrent qu'il avait abandonné toute prétention à une quelconque analyse sociale et laissait libre cours à l'expression de ses fantasmes personnels concernant le rôle de l'artiste bourgeois, l'homosexualité, etc...

Bien éloignées de ses premières œuvres, ces films nous laissent l'image d'un esthète révisionniste dont les préoccupations étaient devenues complètement étrangères à celles des masses populaires de son pays.

J. P. BOULOGNE



THEATRE CHANTS
MUSIQUE TRADITIONNELLE
MUSIQUE PATRIOTIQUE ARABE
VENDREDI 19 MARS 20 H
50 BD VOLTAIRE
UNION DES ETUDIANTS SAHRAÏENS EN FRANCE

vendredi 19 mars

«NOWROUZ»
(Nouvel An Iranien)

fête populaire portugaise

Au programme :
- Le GAC - Groupe d'Action Culturelle avec José Branco (venant du Portugal).
- Le groupe «Os Camaradas», chanteurs populaires immigrés.

MJC - Maison des jeunes et de la culture
152, rue de Sully - Boulogne-Billancourt
métro : Billancourt ou Pont de Sèvres
SAMEDI 20 MARS à 15 H 30

Meeting de soutien à la lutte du peuple de la Côte

Afar-Somali

CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS ET SES VALETS LOCAUX

Le 19 mars, à 20h30 à LA MAISON D'ITALIE

(métro : Cité Universitaire)

A L'APPEL DE L'UNECAS

Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somali

21 MARS : RASSEMBLEMENT COMMUNISTE



**RASSEMBLEMENT
COMMUNISTE**

**DIMANCHE
21mars 14H
MUTUALITE**

**Avec des travailleurs de plus de
100 entreprises,
des paysans du Jura, des Vosges,
de Saône et Loire...**

Les travailleurs de France accusent le capitalisme en crise

- **CONTRE LE CHÔMAGE :**
 - NON AUX LICENCIEMENTS !
 - CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL : paiement intégral des heures chômées.
 - HALTE AUX SAISIES ET AUX EXPULSIONS : des ouvriers de Bretoncelles (Orne)... des sidérurgistes de SMN (Caen), des chômeurs, des travailleurs des Comités de Lutte Contre le Chômage...
- **CONTRE LA RÉPRESSION : DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !**
 - 2 paysans assassinés par les forces de répression. Les CRS attaquent les usines occupées, des syndicalistes sont licenciés, entraînés devant les tribunaux : c'est le droit de lutter contre cette société qui exploite et opprime les travailleurs que la bourgeoisie veut remettre en cause, il faut riposter sans attendre ! Avec des ouvriers de Paris Rhône (Lyon), de la CGEE (Lyon), des syndicalistes de Roubaix...
 - HALTE AU RACISME ANTI-JEUNES ! des jeunes travailleurs, des chômeurs dénoncent la campagne anti-jeune de la bourgeoisie.
 - Après trois mois de lutte, PAPINSKI s'explique.
- **VIVE LES LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES** avec des ouvriers de Saviem (Caen), de la SNAV (Lyon), de Bourgogne Electronique, Hoover (Dijon), d'Orléans... et des paysans du Jura, des Vosges...

INTERVENTION CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste léniniste)

- **DÉVELOPPONS UN PUISSANT MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE :** intervention de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire.
- **PATRONS HORS DES FACs : LES LUTTES ÉTUDIANTES AUJOURD'HUI**
- **STANDS DES USINES EN LUTTE**
- **MUSIQUE ET CHANTS GILLES SERVAT, FRANÇOIS TUSQUES...**

à partir de 19 H :

Soutenons les luttes des peuples du monde :

- **L'ESPAGNE EN LUTTE** avec des militants des Commissions Ouvrières.
- **PALESTINE : RÉVOLUTION JUSQU'À LA VICTOIRE !** un représentant du Peuple Palestinien (GUPS) prend la parole.
- **IRAN :** contre la dictature fasciste, intervention de l'UEIF.
- **A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS,** débat des représentants de l'AGEG (Guadeloupe), UNECAS (Djibouti)...
- **VIVE LA RÉPUBLIQUE ARABE DÉMOCRATIQUE SAHRAOUIE !** film sur la lutte du peuple sahraoui.

A L'APPEL DU
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Tous à la manifestation

**pour préparer l'offensive ouvrière !
pour une issue révolutionnaire à la crise !**



**MANIFESTATION
RÉPUBLIQUE**

**DIMANCHE
21mars
10H 30**

- **CONTRE LA RÉPRESSION : UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !**
 - **DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !**
 - **LA BOURGEOISIE DOIT PAYER LA CRISE !**
 - **EN AVANT VERS LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !**
 - **SOUTENONS LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE !**
- à l'appel du :
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (ml)
UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE
avec la participation d'organisations anti-impérialistes.

La Fédération de la Marne du P.C.R. prépare le 21 mars

C'est avec beaucoup d'enthousiasme et de sérieux que se prépare le Rassemblement Communiste.

Par exemple à Châlons, au quartier Schmidt grâce à la mobilisation du Comité de Lutte Contre le Chômage et des lecteurs du Quotidien du Peuple, une délégation des habitants pourra venir exprimer sa révolte face aux saisies et aux expulsions dont sont victimes les familles du quartier, le Rassemblement Communiste devra permettre d'échanger des expériences avec les quartiers d'autres villes de France pour lutter contre les saisies, les expulsions, coupures de l'EDF et contre les hausses des impôts locaux.

A l'usine Marelli de Reims des camarades, ont enquêté parmi les travailleurs de l'usine sur comment est ressentie la crise, sur comment les solutions du P«C»F sont perçues à l'heure

actuelle. A l'hôpital de Reims des infirmiers composent un panneau montrant comment la lutte des travailleurs hospitaliers pour de meilleurs conditions de travail, c'est en même temps la lutte pour de meilleurs soins pour les malades. Un camarade de la CGT de Châlons dénoncera le fichage des syndicalistes révolutionnaires par l'Union Locale CGT de Châlons. Des travailleurs de la sécurité sociale de Reims dénonceront la politique de répression éhontée menée par le directeur local, ils souhaitent rencontrer des travailleurs de la sécurité sociale d'autres villes pour échanger leurs expériences.

Les camarades de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire qui se sont mobilisés dans la dernière période contre le racisme anti-jeunes sur les quartiers, contre la réforme Haby et contre la représ-

sion dans les lycées viendront au Rassemblement Communiste pour montrer ce qu'est une authentique organisation communiste de la jeunesse, une organisation qui s'édifie à partir des aspirations des jeunes (lycéens, ouvriers, chômeurs). Nombreux seront les travailleurs qui viendront au Rassemblement du 21 mars exprimer leurs aspirations à la révolution, au pouvoir des ouvriers et des paysans.

Participeront au Rassemblement des travailleurs des entreprises : FAF : Châlons, Marelli : Reims, Heinkel : Châlons, Reims Aviation : Reims, Schlumberger : Reims, FRESA : Châlons, PTT : Châlons, SAMCORES : Reims, Hôpital : Reims, TRIVE : Châlons, SNCF : Châlons, Jaeger : Châlons, Verrierie : Reims, Georges : Châlons, Sécurité Sociale : Reims, Sec-teur bancaire : Reims.

Ils viendront le 21 mars

Besançon

De plus en plus d'étudiants manifestent leur rejet de l'école bourgeoise.

Aujourd'hui parmi les questions qui se posent figurent celles du rôle que nous réserve la bourgeoisie dans cette société, celle de la liaison de nos luttes avec celles de la classe ouvrière.

Pendant ce temps, les «syndicats» font tout pour nous enfermer dans le corporatisme. La réponse des étudiants est dans bien des cas, le refus de participer aux initiatives décidées par ces syndicats.

Aussi souhaitons-nous rencontrer le 21 mars des étudiants d'autres universités pour échanger avec eux nos expériences de lutte, examiner ensemble les difficultés actuelles du mouvement étudiant et tirer les leçons de nos échecs en vue de la constitution d'un puissant mouvement «Servir le peuple».

salutations communistes
Cellule Cabral du PCR (ml)

Bordeaux

● Une délégation de l'usine de chaussures Simflex, en lutte contre le chômage partiel sera présente et compte bien rencontrer d'autres travailleurs de la chaussure.

● Des employés des Caisses de Sécurité Sociale et d'allocations familiales préparent des panneaux sur la plan de la bourgeoisie sur la rentabilisation de la sécurité sociale et espèrent débattre de l'unité des employés et des travailleurs contre la politique de crise.

TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

La cellule hospitalière Saint Antoine se mobilise pour le Rassemblement Communiste

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs de l'hôpital ont été mis au courant de l'initiative du 21 mars, par tracts, affiches. La cellule communiste a engagé de nombreuses discussions dans tout l'hôpital. Le cercle de lecteurs du Quotidien a été associé à la préparation des textes des panneaux pour le meeting.

Un grand nombre de vignettes a été vendu, marquant l'intérêt des travailleurs pour le meeting du Parti.

C'est surtout de la répression et des libertés démocratiques, que les travailleurs veulent débattre et connaître les propositions du Parti. En effet, l'autoritarisme s'est renforcé à l'hôpital comme dans toute l'Assistance Publique : licenciements, blâmes, jours sans solde, changements d'équipe, se multiplient. Pendant le même temps, les cadences augmentent et l'embauche est fermée. Des cahiers de revendications pour l'ouverture de l'embauche sont remplis par les différentes équipes et services.

Nous attendons beaucoup du 21, de la rencontre avec les délégations d'usines, les paysans et les autres hôpitaux.

Cellule St Antoine (Paris) du PCR (ml)

Communiqués

Le G.I.A. (Groupe Information Asiles) qui publie le journal «Psychiatisés en Lutte» sera présent au Rassemblement Communiste du 21 mars et demande à y tenir un stand.

Il y animera un débat sur le thème :
«Unité travailleurs valides-invalides-et psychiatisés contre la psychiatrie de la vie quotidienne et la médicalisation des conflits de classe».

Pour la manifestation et le Rassemblement du 21 mars, un car partira de Mortagne, dimanche à 6 H 30, place des Halles.

«L'employé en lutte» participera au Rassemblement du 21 mars et y tiendra un stand.

L'employé en lutte
BP 59 Paris 75 623 Cédex 13

«BRISONS NOS CHAINES» (bulletin d'opposition syndicale révolutionnaire) participera au Rassemblement du 21 mars.

Le Collectif Rédaction du bulletin d'opposition syndicale révolutionnaire «Brisons nos chaînes» (BP 208 75 865 Paris Cédex 18) participera au Rassemblement Communiste du 21 mars, y animera un stand où l'on pourra se procurer le N° 1/1976 du Bulletin, actuellement sous presse. Des débats pourront s'y mener sur le syndicalisme révolutionnaire aujourd'hui, et sur les perspectives dans la CGT et la CFDT...

(Permanence : 162, rue Marcadet 75 018 Paris)

BLOC-NOTES

Santé

LA VACCINATION ANTITÉTANIQUE

La vaccination anti-tétanique est l'exemple d'une réussite complète dans le domaine de la prévention des maladies infectieuses. La maladie chez les non-vaccinés reste encore très grave (20 à 50 % des cas sont mortels) et se caractérise par une fièvre importante, une rigidité et des crampes dans tous les muscles du corps, principalement ceux du visage.

A tout âge, on est menacé du tétanos : que ce soit dans les accidents de la route, les accidents du travail, les piqûres au cours du jardinage, et en général toutes les égratignures qui peuvent mettre le sang en contact du germe tétanique.

Le vaccin est sans danger et totalement efficace si les rappels sont effectués à temps : c'est-à-dire trois injections à trois semaines d'intervalle, rappel indispensable un an après la troisième. Une relance de la protection sera ensuite nécessaire tous les cinq ans environ.

Il n'y a pas de complications après un vaccin antitétanique bien fait par une piqûre sous la peau dans la région de l'omoplate ou la région supérieure du bras. Les complications attribuées à la «piqûre antitétanique» proviennent du sérum antitétanique que l'on fait de manière quasi-systématique après n'importe quelle plaie lorsqu'un blessé arrive à l'hôpital, par exemple.

QUELLES SONT LES DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS DE PROTECTION APRÈS UNE BLESSURE ET COMMENT DIFFÉRENCIER SÉRUM ET VACCIN ?

● Le sérum antitétanique est un palliatif qui devrait être retiré de l'arsenal médical



depuis longtemps parce que son action est toujours incomplète, éphémère (15 à 20 jours) ; et de plus dangereuse : il s'agit de sérums d'origine animale qui, si on les répète deux ou trois fois chez la même personne peuvent entraîner des réactions allergiques allant de l'urticaire à l'arrêt respiratoire.

Ce sérum est la piqûre que l'on vous fait dans le ventre très lentement (en 1/2 heure) pour guetter justement les malaises possibles.

LES GAMMA GLOBULINES ANTITÉTANIQUES

(Tétoglobulines) sont plus efficaces, sans danger de

blessé a été vacciné depuis un an (a reçu les trois premières injections à 1 mois d'intervalle), ou bien a reçu une injection de rappel depuis moins de 5 ans et même depuis moins de 10 ans.

Une seule injection de rappel est capable de provoquer une relance de protection à

1972 tous chez des non vaccinés.

La loi oblige à prévenir le tétanos en cas de blessure. Il suffirait à partir de l'âge de 20 ans de pratiquer chez tout le monde un rappel de vaccination tous les 10 ans, pour empêcher complètement le tétanos. La bourgeoisie préfère les économies sur le dos des travailleurs et sur leur vie : les vaccins ne sont pas remboursés ni conseillés après l'âge de 20 ans sauf dans les centres de vaccinations, et l'on fait à tour de bras, pour des raisons d'économie, des sérums après la moindre blessure sans souvent demander la date du dernier vaccin ou du dernier sérum et sans vacciner ensuite correctement pour protéger dans l'avenir.

Quel est le moyen pour éviter les ennuis du sérum ? - Si l'on n'est pas vacciné au moment d'une blessure, refuser l'injection de sérum, exiger les gamma-globulines et la première injection de vaccin. Faire ensuite deux injections à un mois d'intervalle, rappel un an après...

- Si l'on est correctement vacciné depuis moins de cinq ans, montrer le certificat de vaccination (qui doit être toujours dans le portefeuille avec la carte d'identité) et refuser toute injection. - Si l'on est vacciné depuis plus de cinq ans et jusqu'à 10 ans, demander une simple injection de rappel du vaccin.

Docteur QdP

réactions allergiques (puis-que d'origine humaine), mais ont une action éphémère (15 jours) et sont très chères (70 Frs environ la dose contre 4F le sérum). Elles sont faites en intramusculaire dans la fesse.

LE RAPPEL DE VACCIN ANTITÉTANIQUE Est totalement efficace si le

elle seule plus efficace que tous les traitements connus.

En France, seules les vaccinations dans l'enfance, à l'école puis au service militaire ou dans les hôpitaux sont bien effectuées. Déjà grâce à ces mesures on est passé de 2000 cas et 913 morts en 1946 à 364 cas et 228 morts en

VENREDI 19 MARS

TF1

- 12 h 15 - Réponse à tout
- 12 h 30 - Midi première
- 13 h 00 - JOURNAL
- 13 h 35 - Emissions Régionales
- 14 h 50 - Télévision scolaire
- 15 h 15 - Promotion
- 15 h 45 - Cyclisme : Milan-San Remo
- 17 h 15 - Télévision scolaire
- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir Eché et meurtre
- 22 h 25 - Reflets de la danse
- 22 h 55 - JOURNAL et fin

A2

- 13 h 35 - Spécial Corse
- 14 h 30 - Les après-midi d'Antenne 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - y'a un truc
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Moise
- 21 h 25 - Apostrophes
- 22 h 30 - Ciné-Club : La Vacca
- 0 h 10 - JOURNAL et fin

FR3

- 18 h 25 - Emission Alsacienne
- 19 h 00 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash JOURNAL
- 20 h 00 - Programmes Régionaux
- 20 h 30 - Vendredi
- 21 h 25 - Les dossiers noirs La sécession du Katanga
- 22 h 25 - JOURNAL et fin

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Sur le mur d'enceinte de Yu-wang-pao, E. Snow a rencontré un groupe de Jeunes Avant-gardes. Il vient de s'entretenir avec un de ces «petits diables rouges».

47^e épisode
LES JEUNES AVANT-GARDES

UN COURAGE ADMIRABLE

Des centaines de jeunes comme celui-là étaient avec les Rouges. Les Jeunes Avant-gardes étaient organisés par la Ligue de la Jeunesse communiste, et aux dires de Fang Wen-ping, secrétaire de la Ligue, il y en avait quelque quarante mille dans les districts soviétiques du Nord-ouest. Il devait y en avoir plusieurs centaines rien que dans l'Armée rouge : il s'en trouvait une «compagnie modèle» dans chaque cantonnement. C'étaient des jeunes de douze à dix-sept ans (en fait de onze à seize ans selon la computation occidentale*) et ils venaient de toutes les parties de la Chine. Beaucoup d'entre eux, comme mon petit trompette, ont survécu aux rigueurs de la Longue Marche. Beaucoup d'autres rallièrent l'Armée rouge pendant son expédition au Chansi.

Les Jeunes Avant-gardes travaillaient comme ordonnances, garçons de mess, trompettes, espions, opérateurs radio, porteurs d'eau, propagandistes, acteurs, ma-fou (garçons d'écurie), infirmiers, secrétaires et même instituteurs ! Je vis une fois un garçon qui, devant une grande carte, enseignait la géographie du monde à une classe de recrues. Deux des petits danseurs les plus gracieux que j'aie jamais vus étaient de Jeunes Avant-gardes membres de la troupe théâ-

trale du 1^{er} Corps d'armée et avaient depuis le Kiangsi traversé la Chine à pied.

On peut se demander comment ils supportaient une telle existence. Des centaines d'entre eux ont dû mourir ou se faire tuer. Il y en avait plus de deux cents dans l'immonde prison de Sian, qui avaient été pris en flagrant délit d'espionnage ou de propagande, ou comme trainards n'ayant pu suivre l'armée dans son avance. Leur courage était admirable, et leur fidélité à l'Armée rouge était la fidélité aveugle et absolue des très jeunes.

PROUESSES

Ils portaient pour la plupart des uniformes trop grands pour eux, avec les manches pendant sur leurs genoux et la veste traînant près du sol. Ils prétendaient se laver les mains et la figure trois fois par jour, mais ils étaient toujours sales, leur nez coulait le plus souvent et ils l'essuyaient avec leur manche tout en grimaçant. Le monde n'en était pas moins à eux : ils mangeaient leur content, possédaient une couverture chacun, et même un pistolet quand c'était un chef, et portaient des galons rouges et des casquettes à visière cassée d'une ou deux tailles trop grandes mais avec une étoile rouge dessus. Ils étaient souvent d'origine douteuse : beaucoup ne se rappelaient pas leurs parents, nombreux étaient les apprentis qui s'étaient sauvés de chez leur patron, quelques-uns avaient été esclaves, presque tous étaient des fugitifs de quelque mesure où il y avait trop de bouches à nourrir, et tous avaient eux-mêmes pris la décision de s'enrôler, parfois tout un groupe s'échappant ensemble pour aller chez les Rouges.

Il courait beaucoup de récits de leurs prouesses.

Comme enfants, ils ne donnaient ni ne demandaient quartier, et nombre d'entre eux avaient pris part à des combats. On me raconta qu'au Kiangsi, après le départ de l'Armée rouge, des centaines de Jeunes Avant-gardes et de Jeunes Communistes se battirent aux côtés des partisans et firent même des charges à la baïonnette, si bien que les Blancs disaient en riant qu'ils pouvaient saisir leur baïonnette et la tirer avec le combattant dans leurs tranchées, tellement ils étaient petits et légers. Beaucoup des prisonniers prétendus «rouges», dans les écoles de redressement de Tsiang au Kiangsi, étaient des enfants de dix à quinze ans.

«COMME DES HOMMES»

Il se peut que les Avant-gardes aimaient les Rouges parce qu'en leur compagnie ils étaient pour la première fois traités en êtres humains. Ils mangeaient et vivaient comme des hommes ; ils semblaient prendre part à tout et se considéraient eux-mêmes comme les égaux de n'importe qui. Je n'en vis jamais frapper ou rudoyer un seul. (...)

Ils apprenaient des jeux et des sports, ils recevaient une instruction sommaire, et se faisaient une foi de simples mots d'ordre marxistes - ce qui d'ordinaire signifiait simplement pour eux qu'ils aidaient à tirer sur les propriétaires et les patrons d'apprentis. Cela valait évidemment mieux que de travailler quatorze heures par jour à l'établi, de nourrir le patron et de vider son vase de nuit !

à suivre

* Selon la tradition chinoise, l'enfant a un an à la naissance et deux ans au nouvel an suivant.

SAHARA OCCIDENTAL

LE DRAPEAU DU FRONT FLOTTE A AMGALLA

par Grégoire CARRAT

A Amgalla, le 29 janvier dernier, les troupes marocaines attaquaient en force, bombardant les camps très importants qui se trouvaient dans la région. Une unité de l'armée algérienne qui, à la demande du Front Polisario, convoyait des vivres et des médicaments vers les camps de réfugiés, était impliquée dans des combats extrêmement durs.

Le roi du Maroc prit cela comme prétexte pour affirmer que l'armée algérienne combattait au Sahara, alors que jusqu'à la bataille d'Amgalla, jamais les troupes algériennes n'avaient participé aux combats. Et que jamais elles n'ont pénétré au Sahara depuis.

Pourtant le 14 février, le roi annonça que des dizaines de soldats marocains avaient été tués à Amgalla, «attaqués traitreusement

par des troupes algériennes». Que se passe-t-il donc à Amgalla ? Pour la première fois depuis le début des combats dans cette région, il nous a été possible de nous rendre avec une patrouille du Front Polisario, dans la région d'Amgalla, en empruntant un itinéraire semblable à celui que nous avions suivi au début du mois de janvier.

Qu'est-ce qu'Amgalla ? Deux

choses : un poste construit par l'armée espagnole d'abord, mais c'est également une région, très montagneuse avec de grandes hamadas, plaines désertiques. Si l'armée marocaine parvient à se maintenir au prix de très lourdes pertes, dans un poste, elle ne contrôle pas du tout la région environnante comme nous avons pu le constater au cours de notre voyage.

Sur les arrières de la colonne marocaine

LE DESERT ENFANTE LA GUERRILLA

Premiers contacts avec l'armée sahraouie

«Arrêtez». Un soldat surgit de derrière un bouquet d'épineux. Sur la crête une silhouette apparaît. Un homme armé. Nous approchons d'Amgalla, le Front contrôle la piste qui traverse ce massif montagneux. Les autres soldats restent à leur poste, dans les rochers, dans des replis de terrain, dans les massifs d'épineux. Ils sont invisibles et si un avion passe il ne peut voir personne, que des rochers.

Après les longues salutations d'usage, la conversation s'engage. Le soldat a peut-être vingt ans. «Que faites-vous dans la région ? Où allez-vous ?

— Avez-vous vu les Marocains ?

— Non, mais hier soir nous avons croisé les traces de trois chars qui allaient du nord au sud. La piste est-elle sûre ?

— Aucune troupe marocaine ne se trouve dans la région. Salut.

Ainsi, en plein cœur de la Saguiat el Hamra, les combattants échangent les informations, donnent des nouvelles sur les gens qu'ils connaissent, contrôlent le terrain.

Bientôt, on arrive devant un poste, les soldats sortent. Le drapeau du Front flotte dans le centre d'une vaste cuvette.

C'est le premier poste que nous rencontrons dans la région d'Amgalla. Bientôt, nous verrons que cette région est entièrement sous le contrôle du Front, que les troupes marocaines occupent des points, mais qu'elles ne peuvent contrôler le territoire.

Peu de temps après avoir quitté le premier poste, nous arrivons dans un camp militaire, des groupes de dix, vingt, cinquante soldats attendent devant jeeps et camions l'ordre de monter en voiture. Ils vont prendre leurs postes. «Ici, c'est le poste le plus sûr de la région», nous dit le responsable du camp, Béchir, «mais dans toute la région c'est la guerre, chaque jour il y a des combats. Pendant les combats les Marocains utilisent souvent l'aviation, alors à ce moment-là, il y a du feu partout», ce qui signifie que les Marocains utilisent des bombes incendiaires ou des bombes au napalm.

Pourquoi les troupes marocaines s'attachent-elles à Amgalla. «Les Espagnols avaient installé un poste ici parce que c'était un important point de contact entre le Wadi Dahab et le Saguiat el Hamra. Pour Dlimi c'est la même chose. Il y a un plan marocain qui existe depuis le début et qui consiste à couper le Saguiat el Hamra de Wadi Dahab. Mais nous ne laissons pas occuper notre territoire. Vous savez aussi que les camps qui se trouvent dans le sud peuvent être attaqués depuis Amgalla».

Tandis que nous discutons

avec le commandant du camp, des soldats préparent le repas, les jeeps et les camions remplis de soldats ont quitté le camp. «De nombreux véhicules marocains sont arrivés hier, des blindés, des jeeps, des camions. Les patrouilles vont se former pour connaître leurs intentions». Le lendemain matin, un bombardement aura lieu dans la région, contre un poste de guérilleros. Dès le lendemain soir, la première attaque du Front aura lieu.

BAZOOKAS FRANÇAIS

«Hier nous avons attaqué une patrouille marocaine, et nous avons récupéré ces bazookas». Les guérilleros sortent de leur fourreau deux bazookas flambant neufs. Fabrication française. Giscard niera-t-il que ces armes ont été récemment livrées, qu'elles ont été directement mises en service à Amgalla. Il semble même qu'ils n'aient jamais servi.

Les guérilleros remplacent d'ailleurs progressivement leurs vieux Mas, Beretta, Cete-mi, par des armes neuves. Les troupes marocaines sont équipées du fusil Herstatt, le fusil réglementaire de l'O-

TAN. Les soldats l'appellent «le noir» à cause de sa couleur. «Ils attaqueraient les Marocains uniquement pour s'en procurer» dit en plaisantant un responsable, tant ils sont appréciés pour leur précision. Autre matériel apprécié : les jeeps US, certaines ont moins de 2 000 kilomètres au compteur. Les Américains comme les Français font tout pour fournir au roi de grandes quantités d'armes neuves, pour qu'il puisse poursuivre son assassinat du peuple sahraoui, mais ils deviennent ainsi les premiers fournisseurs d'armes du Front : «Choukran America» (merci l'Amérique) dit en riant, Khali, un des guetteurs de la patrouille en prenant une caisse de munitions qui porte l'insigne de l'aide américaine.



Bazookas français

CHARS SOVIÉTIQUES DANS LE SAHARA

«Le 19 février, nous avons détruit un char dans les environs», nous dit Béchir. «Il avait tiré tout l'après-midi, mais sur le soir, nous avons réussi à nous en emparer».

Nous filons droit sur Amgalla, en pleine Hamada. Les Marocains ne sont qu'à quelques kilomètres et les guetteurs sont en alerte constante. Le soleil est près de se coucher lorsque nous arrivons dans le repli de terrain environné de collines assez élevées, où se trouve le char.

Les guérilleros exhibent les obus intacts qui sont restés là, ils portent des inscriptions en caractère cyrillique, l'écriture russe. C'est un T.54. Les Russes en avaient livrés au mois d'août, pendant que Hassan préparait la marche verte. Après la bataille d'Amgalla, ils devaient livrer 6 frégates au roi du Maroc.

«Tu vois ce fusil, dit Ahmed, en montrant son kalshnikov, je l'ai pris, il y a un mois environ sur un soldat marocain. Nous nous défendons contre tous les impérialistes, Français, Américains ou Russes». Nous retrouverons un char du même type à Tifariti.

Chars soviétiques



UNE RÉGION CONTRÔLÉE PAR LE FRONT

Partout les traces des combats que livrent en permanence les soldats d'Amgalla.

Les Marocains ne contrôlent pas le terrain. Dans toute la région que nous traversons, il y a des sentinelles qui surveillent les pistes. Parfois, pour se signaler le passage d'un véhicule, elles tirent des coups de feu en l'air. Alors pendant un long moment de poste en poste, les tirs se répondent partout dans la montagne.

«Stop», vingt ou trente fusils sont dressés, prêts à tirer.

«Nous arrêtons, tout le monde maintenant, explique le chef de l'embuscade, car il arrive que les Marocains utilisent les mêmes jeeps que les vôtres avec les drapeaux du Front pour faire passer des estafettes» explique le chef de l'embuscade. Cette unité est chargée en permanence de contrôler les voies d'accès à la région. Ils sont toujours en embuscade, jour et nuit.

D'autres unités moins nombreuses patrouillent dans les environs sur la même route, prêtes à tendre une embuscade à tous moments.

Ainsi se tisse le contrôle de l'armée populaire sahraouie, sur toute une partie du Sahara que Dlimi prétend contrôler. Ces soldats sont enracinés dans leur terre et rien ne les en arrachera. Après la bataille d'Amgalla, le roi a lancé une colonne blindée, à travers la région que nous avons traversée. Les communiqués militaires annonçaient qu'elle ne rencontrait aucune résistance. La prise de Tifariti,



Le drapeau du Front flotte à Amgalla.

ti, de Bir Lahlou, de Mahbès étaient successivement annoncées.

«La colonne était suivie depuis Smara, dit Ahmed. J'ai moi-même parcouru les Katibas (unité de l'armée populaire sahraouie), pour les avertir et parfois j'étais si près que je les voyais comme on voit la jeep là-bas». Nous avons suivi la même route que la colonne, nous avons visité Tifariti. La proclamation de l'indépendance s'est faite dans la région de Bir Lahlou. Alors ?

LES TROUPES DE HASSAN NE PEUVENT CONTRÔLER NOTRE TERRE

«Les Marocains veulent nous chasser de notre terre. Mais ils ne peuvent l'occuper. Nous ne pouvons pas attaquer les grosses colonnes

blindées, nous les laissons passer. Mais nous restons maîtres de notre terrain derrière leur passage. Si les Marocains décident de laisser de petites unités derrière eux pour occuper le terrain, elles sont perdues. Nous les harcelons jusqu'à ce qu'elles soient décimées. Si ils veulent la renforcer, concentrer de grosses forces en un endroit, ils sont encerclés et pour se ravitailler ils doivent même faire appel à des hélicoptères comme c'est le cas à Farsya.

C'est pour eux une contradiction permanente, entre disperser leurs forces et les voir décimer ou les concentrer et abandonner le terrain. Ils en sont même venus à utiliser un bataillon entier pour faire les patrouilles hors des postes. Les prisonniers que vous avez vus témoignent de l'échec de cette tactique. Il ne reste rien de leur bataillon».